

Des slogans pour mobiliser les foules et faire bouger le Monde
- croissance, développement, développement durable, décroissance...

Marc Humbert

Certains mots deviennent d'usage courant intensif dans les médias, par les journalistes et par ceux qui détiennent le pouvoir, par ceux qui veulent recruter, former des coalitions pour convaincre les foules – ou au moins quelques individus – de les rejoindre et faire bouger le Monde. Ils sont alors de manière immédiate des slogans dont la signification générale pour ceux qui les écoutent peut être explicitée avec une bonne approximation. Cela n'empêche pas bien sûr ceux qui les ont forgés, ceux qui les utilisent d'essayer de leur donner des significations plus spécifiées et aux chercheurs de se joindre à eux pour discuter peut-être à l'infini sur le sens « réel » de ces termes, d'essayer d'en faire des concepts dans des théories à construire, des objectifs dans des politiques à mener, des notions centrales dans des idéologies à diffuser.

« Croissance, développement, développement durable, décroissance », entre autres, font partie de cette catégorie de mots ; ils envahissent le discours et les médias¹ et en même temps ils ont conduit à la publication de millions de pages de la littérature en sciences sociales. Aussi, avant d'entrer dans un débat « sur le fond » choisi ici, c'est-à-dire d'entrer dans la discussion sur leurs rôles passés et présents dans l'évolution du monde réel (3.), il est bon d'essayer d'expliciter leur signification générale telle qu'elle apparaît au plus grand nombre (1.). Ils sont alors dans leur statut social de slogans politiques plus ou moins mobilisateurs. Ces précisions faites, j'argumenterai rapidement sur la fonction et les modalités de ma manière d'entrer dans ce débat (2.).

1 - Des slogans politiques plus ou moins mobilisateurs.

Croissance, développement, développement durable, décroissance, voilà quatre termes qui entendent **qualifier un chemin à suivre par une collectivité** en se référant principalement à **sa relation avec l'évolution générale de la quantité et de la nature des biens et services qui sont mis à disposition de ses membres**. Ils ont été et sont encore des termes forgés et utilisés pour mobiliser les foules en leur proposant et en les faisant rêver de pouvoir se diriger vers un monde différent de celui dans lequel elles baignent au présent, leur faire espérer un monde futur considéré comme meilleur.

Les trois premiers sont dans l'ordre d'une vision progressiste positive et entraînent à poursuivre à partir de l'existant, avec cependant, en passant de l'un à l'autre, **des inflexions** dans la définition du chemin à suivre ; ces différentes inflexions se sont succédées historiquement dans leur emploi. « Croissance » veut en premier oublier l'histoire longue des crises périodiques, des années de vache maigre, du chômage. C'est une dénomination de la puissance exercée par l'homme sur la Nature, indiscutable depuis la révolution industrielle, l'accumulation du capital et le capitalisme. C'est une vie de rêve à vocation universelle et qui emprunte pour le dire un terme que le statisticien ou l'économiste utilisent sans hésitation. En revanche, « Développement » n'a concerné en premier que des sociétés non-industrielles, sans croissance avérée, qui sont tenues comme non encore arrachées aux maladies endémiques et épidémiques et touchées périodiquement par des famines ;

¹ Un indice de notoriété médiatique de notre époque est donné par le nombre de références appelées par le moteur de recherche sur internet de Google. Si on utilise ce système (test du 27/01/08) le terme « croissance » appelle 15,4 millions de références, « growth » 285 millions, « crecimiento » 19,4 millions. Le terme « développement » appelle 13 millions de références [en refaisant le test le 1^{er} Mars j'ai obtenu 72 millions !, écart également important pour décroissance et développement durable, pas d'écart significatif pour les autres], « development » 1,09 milliards ! et « desarrollo » 80 millions. Pourquoi en langue française le terme « croissance » devance-t-il celui de « développement » alors que le classement est l'inverse avec un écart de 1 à plus de 3 en anglais et presque 4 en espagnol ? « Développement durable » est très loin derrière avec 427 mille références [en refaisant le test le 1^{er} Mars j'ai obtenu 7,34 millions !] auxquelles on pourrait ajouter les 101 mille concernant le terme « développement soutenable ». En anglais « sustainable development » est aussi distancé par les autres termes, avec 17,5 millions de référence ; en espagnol il y a comme en français plusieurs expressions équivalentes à « desarrollo sostenible » qui appelle 1,61 millions de références auxquelles on pourrait ajouter les 787 mille de « desarrollo sustentable » et les 114 mille de « desarrollo perdurable » pour un total là encore très loin des premiers.

A titre de comparaison j'ai testé quelques termes, en français « terrorisme » fait 6,9 millions de référence, « liberté » 4,48 millions « capitalisme » 1,83 (devant pauvreté, 1 million), mais « PNB » 1,98 loin devant « égalité » avec 1,3 millions ou « inégalités » 0,491 millions, « libéralisme » 0,395 millions ou encore « fraternité » 0,369 millions. Ainsi « croissance » et ensuite « développement » sont en français des « termes » fortement dominants dans les écrits disponibles sur internet. « Décroissance » est loin derrière même de « développement durable » : 151 mille références [en refaisant le test le 1^{er} Mars j'ai obtenu 4,9 millions !] et même d' « empreinte écologique » qui a 230 000 références, toutefois c'est bien plus que le terme d' « anti-utilitarisme » qui n'a que 1 030 références.

Certes ce genre d'exercice a des limites : ainsi le mot « don » amène 2,450 milliards de références (de sens variable) tandis que le mot « intérêt » ne se réfère qu'à 5,46 millions.

En anglais le classement est à nouveau différent et si « development » n'est pas approché, « growth » est dépassé par « freedom » plus « liberty » (260 et 162 millions respectivement). « Terrorism » est loin derrière avec 67 millions, un peu devant « poverty » 54 millions ; « GDP » en fait 32,3 dépassé par « fraternity » si on joint son score à celui de « brotherhood » (23 et 23,5 millions) bien devant, avec « equality » (29,8 millions) les termes de « Capitalism » 18,5 et de « liberalism » un petit 9 millions. En espagnol, « libertad » avec 33,5 millions dépasse « crecimiento » et « terrorismo » avec 13,1 millions est également significatif ; les autres termes sont loin derrière. « PIB » n'est pas significatif avec 8,1 millions tout en étant aussi bien « producto interno bruto » que « produit intérieur brut ». « Decrecimiento » fait mieux que décroissance avec 163 mille références.

Il semble qu'en anglais et en espagnol les termes de liberté et développement (sur le net) occupent plus de place qu'en français au moins relativement à celui de croissance ; dans les trois cas développement durable est loin derrière et décroissance et anti-utilitarisme encore plus loin.

au lieu d'être qualifiées d'arriérées, ces nations² ont été tenues pour « sous-développées » et les responsables du monde se sont préoccupés de leur « développement » ; ce terme exprime une volonté politique³ qui a voulu très vite souligner, au regard de cette signification, la nécessité d'une transformation plus profonde qu'une simple « croissance » poursuivie : une poursuite n'avait pas de sens car il était considéré que dans ces contrées la croissance n'avait pas encore commencé ; cette extension des conditions nécessaires à l'évolution espérée, au-delà de celles portées par le terme de croissance, s'est révélée ensuite indispensable pour désigner le projet qui mobilise les foules de toutes les sociétés. Pour le statisticien ou l'économiste il va falloir se triturer les méninges pour trouver dans le corpus habituel de pensée, une place, à « développement », lui trouver une définition qui puisse cohabiter avec les concepts, les catégories et les théories en usage. « Développement durable » apparaît plus tardivement et plus clairement encore comme un slogan politique, créé de toute pièce par la politique internationale et non par l'essor d'une pensée théorique générale ou disciplinaire sur la société. Il s'agit de l'affirmation par 178 pays réunis par l'ONU à Rio en 1992 de 27 principes issus du rapport Brundtland (de 1987, dans le long cheminement onusien issu de la conférence de Stockholm de 1972). C'est la volonté de baliser un chemin vers un monde dont on puisse prévoir des contours qui le laisse apparaître à très long terme, meilleur, non seulement dans le rêve des générations présentes mais aussi pour le vécu concret des générations futures. Il implique la prise en compte des contraintes et des inquiétudes que fait peser la dégradation de l'environnement naturel dont les responsables sont, pour partie au moins, toutes les sociétés en croissance et en développement depuis les origines. Cette prise en compte constitue une inflexion qui qualifie le terme de « développement » qui lui-même a re-qualifié celui de « croissance » sans qu'il y ait de rupture ; il y a simples inflexions de la vision progressiste positive, passage d'un slogan à l'autre.

Le quatrième terme « décroissance » a une origine un peu différente. Son caractère est tout aussi politique que les autres, mais il a eu, bien avant d'apparaître dans les médias, quelques origines scientifiques avec une critique argumentée de la croissance par un théoricien hétérodoxe d'origine roumaine, Georgescu Roegen⁴ qui est resté presque inconnu y compris de la communauté des économistes⁵. Ce slogan est, de fait, né comme tel, d'une mobilisation spontanée de certaines « couches » de la société civile, militantes, nombreuses, mais pas toutes motivés par les mêmes argumentations ; certaines sont simplement hostiles au développement ou/et à l'occidentalisation du monde⁶, d'autres sont écologistes scientifiques ou non, d'autres encore sont d'abord en lutte contre l'envahissement de la publicité et de la surconsommation, parmi ces groupes on trouve aussi des pacifistes, des féministes, des libertaires etc. Tous invitent à quelque chose qui est plus qu'une simple inflexion, il s'agit clairement d'une proposition de **rupture**. C'est une incitation, au regard des mêmes considérations que celles prises en compte pour forger le slogan de développement durable, à considérer que les pratiques de la croissance et du développement ont été néfastes et qu'il faut leur tourner le dos. Mais le terme appelle à une rupture à la quelle celui de « développement durable » n'invite pas. Toutefois le slogan de la décroissance ne porte pas en lui-même ce qu'il faudrait pour dessiner soit un chemin, soit les contours d'une situation meilleure vers laquelle il emmènerait⁷.

On peut le rapprocher d'autres « slogans » appelant à rompre avec la manière dont le monde réel fonctionne ; ce sont des slogans entonnés par des groupes divers qui expriment une dissidence minoritaire par rapport aux discours dominants et aux pratiques globales des sociétés saturées de « croissance, développement, développement durable ». Ces slogans de rupture sont moins envahissants sur la scène médiatique que les précédents, ils obtiennent une place cependant importante, qui les rend audibles, du fait de la dimension de *rupture* ; en revanche des slogans de dissidence perçue comme faible et qui ne

² Dites encore « jeunes » par François Perroux, (*L'Economie des jeunes nations*, 1962) en tout cas nombre d'entre elles sont tout nouvellement indépendantes et pour certaines, avec des contours hérités de la colonisation-décolonisation, sans être le fruit d'une dynamique interne longue.

³ Volonté politique affichée par l'ONU en 1948 et portée avec leur puissance du monde libre par les Etats-Unis et le point IV du discours de Harry Truman en janvier 1949 ; le terme « underdeveloped » apparaît alors et celui de sous-développement naîtra en France en 1952 (date d'entrée dans le petit Robert). Une partie du monde est désormais regardée par les politiques comme sous-développée et la tâche du monde libre est le « développement » de cette partie de l'humanité.

⁴ Nicholas Georgescu Roegen (1971) *The Entropy Law and the Economic Process*, Harvard, Harvard University Press, a eu peu d'échos ; ce mathématicien économiste a remis en cause le modèle mécaniste des schémas économiques dominants, pour explorer les conséquences de ce que pour les activités économiques l'écoulement du temps est irréversible. Il en arrive à montrer que la production et la croissance transforment énergie et matière en déchets, en épuisant des ressources limitées et en polluant, c'est-à-dire en réalisent une dégradation croissante de l'environnement. Il est urgent pour lui de diminuer la croissance et de distinguer une vie de riche d'une vie riche pour privilégier la seconde et la joie de vivre. La vision du premier rapport du Club de Rome traduit en français « Halte à la croissance » (1972) confirme l'épuisement des ressources mais soutiendra, après la conférence de Stockholm (1972) organisée par les Nations Unies, le processus qui conduira au « développement durable » sans aller au-delà.

⁵ Nicholas Georgescu Roegen (1906- 1994) né en Roumanie, docteur en Statistiques de la Sorbonne, écrit dans le *Quarterly Journal of Economics* avant la guerre, émigre aux Etats-Unis où il devient professeur à la Vanderbilt University (Tennessee), publie en 1966 un ouvrage à Harvard University Press préfacé par Samuelson (*Analytical Economics: Issues and Perspectives*) etc. voir <http://cepa.newschool.edu/het/profiles/georgescu.htm>

⁶ En particulier se retrouve sous ce « nouveau » slogan une bonne part du courant « post-développement » ou de l'après-développement (avec en France, comme pionnier François Partant, 1983, *la fin du développement*, relayé principalement par Serge Latouche 1986, *Faut-il refuser le développement*, un mouvement en partie inspiré par Ivan Illich, *La convivialité*, 1973).

⁷ Serge Latouche a publié en 2007 un ouvrage dont le titre : *Petit traité de la décroissance sereine* (Mille et une nuits) explicite qu'il faut cheminer de là où l'on est en Re-structurant ou en Ré-visant (il y a 8 Re-quelque chose à découvrir) sans pour autant que les contours de la société qui aurait achevé tous les « Re » apparaissent. Y – t-il d'ailleurs un point d'achèvement de pensé ? Son ouvrage de 2006, *Le pari de la décroissance*, est par certains côtés plus argumenté dans la critique du monde actuel et dans les pistes pour une « décroissance » qui éloignerait de tous ces malheurs. Toutefois le rêve dont les imaginaires des peuples ont besoin pour vivre reste à formuler : de quoi sont faits les lendemains qui ré-enchanteraient le monde ? Pour paraphraser la citation de Castoriadis (*Une société à la dérive- entretiens 1977-1994*, 2005) qui ouvre la conclusion de l'ouvrage: hier, les Hébreux vivaient pour adorer Dieu, aujourd'hui nous vivons pour augmenter le produit national (mais pas pour être anti-religieux), pour quel projet nous est-il proposé de vivre demain (cela ne peut être pour réduire le produit national) ?

proposent que des aménagements sans rupture n'ont pas la capacité d'attirer l'attention des foules, que ce soit par approbation et surtout par crainte ; ils sont par conséquent peu repris dans les médias et presque ignorés des foules. Je ne parlerai pas de ces inconnus.

Quels sont les slogans ayant quelque audience et offrant un champ de rupture avec un spectre comparable à celui couvert par « décroissance » ? « **Anti-capitalisme** » et « **Anti-utilitarisme** » me paraissent de cette eau, et on peut trouver sur la planète une kyrielle de groupes - de tailles diverses - qui entonnent l'un ou l'autre de ces slogans.

Le premier terme, « Anti-capitalisme » est un slogan utilisé par un grand nombre de groupes politiques, sous forme de partis reconnus dans tel ou tel pays par le droit local, et qui cherchent à prendre le pouvoir et participent aux élections. Certes, depuis 1989, la chute du mur de Berlin et depuis 1991, l'effondrement de l'ancienne URSS, les Etats organisés sur un chemin à suivre qualifié au moins pour partie par « Anti-capitalisme » sont peu nombreux. Encore faut-il ajouter que « Anti-capitalisme » dans ces situations « historiques », en particulier celles se réclamant du « communisme », allait de pair avec « croissance, développement ». La Chine cohabite aujourd'hui avec l'absence d'« anticapitalisme » et organise pour la société chinoise un communisme de marché qui dit cheminer selon le triptyque « croissance, développement, développement durable ». Cuba offre des aspirations qui peuvent s'exprimer de manière proche. Dans la première, la dictature d'un parti est sans partage, dans l'autre, le peuple est consulté et électeur mais les oppositions organisées à la ligne dominante sont interdites. Dans un grand nombre de pays, des partis politiques et des groupes se réclament de l'« anti-capitalisme », y inclus des groupes d'intellectuels, des mouvements de réflexions ou des associations de la société civile, souvent inspirés d'idées marxistes, trotskystes etc... ATTAC (d'origine française et implantée dans plusieurs autres pays) fait partie de ces mouvements dits de la société civile, dont nombre de militants proclament leur « anti-capitalisme ». Là encore, il ne s'agit pas pour autant d'un abandon systématique de « croissance, développement, développement durable ». En revanche tous ces « mouvements » sont peu ou prou tentés d'espérer voir survenir un renversement des pouvoirs politiques en place ; toutefois ils dessinent rarement les contours d'une organisation politique précise et s'interrogent sur les situations politiques concrètes par ex. de la Chine et de Cuba. La dictature du prolétariat ou les régimes politiques de ces exemples vécus ne correspondant pas à l'idéal de démocratie proclamé par un grand nombre de ces groupes.

Si « croissance, développement, développement durable » ne sont pas directement « combattus » par nombre des adeptes des slogans⁸ « anti-capitalisme », et « anti-utilitarisme », c'est que ces termes sont usuellement compris et employés comme concernant les formes d'organisation des rapports ou des comportements dans la société ; ils ne visent pas comme les précédents, à signifier une cible à atteindre par la société concernant **sa relation avec l'évolution générale de la quantité et de la nature des biens et services qui sont mis à disposition de ses membres.**

« Anti-capitalisme » concerne de manière globale l'organisation générale de la société dans une filiation plus ou moins forte avec Marx ; « anti-utilitarisme » ne s'en réclame pas directement et se positionne sur l'approche du comportement individuel. En outre, « anti-utilitarisme » ne peut être rapporté, comme « anti-capitalisme », à une histoire significative de pratiques s'y référant au sein de sociétés réelles, mais, comme cet autre terme, il concerne aujourd'hui quelques groupes d'intellectuels producteurs de littérature de réflexion et en particulier le groupe du MAUSS⁹ – Mouvement anti-utilitariste en sciences sociales. Comme sa dénomination le souligne, ce mouvement s'adresse principalement à des chercheurs, vise à les détourner des approches « utilitaristes » dominantes notamment en « sciences économiques » et, en même temps, propose de suivre la pensée d'un sociologue -son sigle de dénomination jouant sur son nom-, Marcel Mauss¹⁰ dans une autre manière de considérer les relations sociales. L'utilitarisme est un axiome pour construire une (ou des) théorie(s). Cet axiome porte sur le comportement supposé de tout individu. Il comprend en fait un préalable souvent non explicite : tout individu conscient de lui-même est déjà constitué en « soi » (pré-existant). Cet individu « prêt à l'emploi » cherche – à l'extérieur de son « soi » de son « ego » - ce qui lui est utile ; cette fin guide ses comportements avec les autres et cela constitue le « modèle » pour fonder la réflexion en sciences sociales. Marcel Mauss invite à appréhender directement les comportements inter-individuels au cours desquels les individus se forment eux-mêmes (la construction de « soi » est collective) ; ce comportement se caractérise, selon lui¹¹, par une triple obligation : donner, recevoir, rendre, parce que le « soi » n'a ni existence ni sens sans « alter-ego » avec qui entretenir cette relation (de co-construction des « soi »). Après vingt-cinq ans de publications l'audience de cette pensée, dans la communauté scientifique en général et même dans la seule communauté scientifique francophone, reste très minoritaire : l'exercice de la voix, de la parole et de l'écrit est permis et réel pour ses tenants, mais l'impact en termes de recrutement, d'extension est très faible.

L'« Anti-utilitarisme » est donc un mouvement d'idées qui n'a pas entraîné d'adhésion massive à sa manière de voir les choses et qui n'a pas, à la différence de l'« anti-capitalisme », de versants politiques. Pas de partis cherchant à prendre le pouvoir ou à gagner des élections. Cependant des propositions de mesures de « politiques » économiques ou sociales à mettre

⁸ Bien sûr à quelques exceptions près comme celle de certains tenants de « la décroissance » qui ne voient d'autre issue qu'en militant aussi sous la bannière de l'« anticapitalisme ».

⁹ Le MAUSS est un groupe réuni autour d'Alain Caillé, auteur depuis 1981, d'une série de publications papier et internet (des milliers de pages, en France, mais aussi avec des ramifications en Europe (principalement en Italie) et en Amérique (principalement au Brésil). Pour une bonne approche de cette pensée « de l'anti-utilitarisme » on peut consulter par exemple le n°27 de la *Revue du Mauss*, 1^{er} semestre 2006 qui regroupe une trentaine d'articles qui font le bilan de 25 ans de travaux.

¹⁰ Marcel Mauss a écrit un « Essai sur le don... » dans l'*Année Sociologique*, seconde série, 1923 -1924, t.1. repris dans plusieurs publications et qui fonde une manière différente d'aborder les comportements interindividuels.

¹¹ Ceci étant la plupart des membres du Mauss n'adoptent pas un paradigme « systémique » comme le propose Edgar Morin, qui généralise cette idée d'interaction qui fait que dès lors qu'un individu agit, pour un certain but, il perd au moins pour partie la maîtrise des enchaînements des effets de son acte et dont une partie au moins rétroagit sur lui-même qui s'en trouve transformé.

en œuvre et dérivant des travaux de ce groupe ont vu le jour en France. La prise en considération en particulier des conséquences pour la société dans son ensemble que chacun doit se soucier de ses « alter-ego » au lieu de son seul « ego » à prétention illimitée a conduit le MAUSS à proposer un Revenu Minimum et un Revenu Maximum. Le revenu minimum a trouvé son application avec le RMI. Les réflexions menées aujourd'hui sur les salaires des hauts dirigeants s'inspirent peut-être parfois des idées du MAUSS sur le revenu maximum admissible. Le revenu maximum concerne les individus, et la lutte contre l'illimitation, mais ne se traduit pas pour autant au niveau de la société dans une idée qui serait celle d'un revenu national maximum et qui rapprocherait « anti-utilitarisme » de « décroissance ». Bref l' « anti-utilitarisme » tourne le dos à des manières de considérer les individus et leurs comportements, mais peut s'accommoder pour la société dans son ensemble, de « croissance, développement, développement durable » et même de formes d'organisation de la société qui ne se réclament pas de l' « anti-capitalisme » ; il ne peut non plus s'appuyer sur Marcel Mauss pour réclamer la « décroissance ».

2- Pourquoi et comment débattre sur ces termes ?

L'une des fonctions du chercheur en science sociale est d'essayer de penser pourquoi le monde est tel qu'il est et non pas seulement de tenter de le décrire tel qu'il est. Pour penser le pourquoi du monde, il faut, entre autres, essayer de regarder derrière les slogans en usage, comment ils ont été forgés et derrière les fonctions qui leur semblent assignées, quel rôle ils jouent réellement, qu'est ce que leur élaboration, leur emploi induisent comme changements dans le monde concret¹². A n'en pas douter, c'est là en particulier l'objectif des chercheurs du groupe du MAUSS qui travaillent sur la manière de penser ce pourquoi du monde ; je suis associé à ce groupe car j'en partage cette dissidence d'avec la pensée utilitariste et je refuse de m'embarquer dans des analyses reposant sur l'axiome d'un individu « prêt à l'emploi » et mu par son seul intérêt égoïste.

Je partage aussi avec le MAUSS, une appréciation assez négative à de nombreux égards sur l'état du monde. Le monde réel me paraît pour partie mené par des individus et des groupes qui, de fait, poursuivent des intérêts égoïstes et dominant ou s'efforcent d'imposer leurs vues et leurs volontés à ceux qui sont plus « altruistes », plus soucieux des autres et qui se préoccupent de l'intérêt général. Le monde tel qu'il est s'est constitué en un « ordre établi » qui met la planète en péril et où des inégalités paraissent inacceptables, inégalités de revenu (d'où ces propositions de revenu minimum et de revenu maximum), exclusions de l'emploi, du logement et à l'échelon planétaire, exclusion d'une alimentation suffisante pour 800 millions de personnes. Dans ce monde réel, ceux qui détiennent le pouvoir s'efforcent d'éviter que les foules n'en viennent à contester l'ordre établi et se mettent à suivre éventuellement d'autres analyses que celles qui n'offrent pas matière à contester les slogans dominants.

Pour ceux qui détiennent le pouvoir, il n'y a pas d'alternative (c'est le fameux TINA « there is no alternative » de Ms Thatcher) ; et notamment, les problèmes économiques sont à régler par le marché qui a ses lois qui ne sont, ni de droite ni de gauche, ni américaines ni chinoises, mais disent-ils sont les mêmes pour tout le monde. Et ces lois, ajoutent-ils, sont bien expliquées par la théorie économique dans la lignée d'Adam Smith et fondée sur cet axiome utilitariste. Mais que les foules ne s'inquiètent pas outre mesure, le pouvoir sera performant et amènera la croissance, le développement, le développement durable qui viendront alléger puis faire disparaître tous ces problèmes.

Au-delà de cette dissidence sur l'axiome utilitariste et le jugement porté sur l'état du monde, je partage avec un groupe international et pluridisciplinaire d'environ un millier de chercheurs, PEKEA¹³, le souci de mener une approche politique et éthique des activités économiques. Cette approche signifie une représentation du monde réel – et de l'objet de l'analyse économique – non réduite à la seule circulation de marchandises. Les activités économiques sont pour nous des « activités » où les acteurs, d'une part, ne se comportent pas uniquement en concurrents selon l'axiome utilitariste, mais, d'autre part, sont en interrelations les uns avec les autres, donnant des valeurs aux actes des uns et des autres, selon une « éthique » et exerçant des pouvoirs et contre-pouvoirs les uns sur les autres, constituant une réalité « politique ». Cette démarche constitue la volonté d'analyser le monde réel, celui des activités économiques comme un ensemble de relations entre des individus et des groupes qui adoptent et se dotent de systèmes de valeurs et de pouvoirs qui sont le fruit de ces relations et qui peuvent être fort différents selon les circonstances de lieu et de temps. Il n'y a pas qu'une seule manière de fonctionner pour toute société et des choix sont effectués, des termes, des slogans, sont adoptés. Décrypter les tenants et les aboutissants de ces choix, de ces termes et de ces slogans, exige un travail de réflexion minutieuse.

Parmi les objets à étudier, on trouve ces termes de « croissance, développement, développement durable, décroissance ». On peut donc essayer avec cette perspective de comprendre comment ils fonctionnent, les resituer dans leur contexte d'apparition, dans leur rôle au sein des sociétés qui en font usage. Je vais commencer par « **croissance** » et c'est à celui-là que je vais consacrer le plus de temps car c'est lui qui est **au cœur du débat, un véritable enjeu pour l'humanité**. Le signifié reste le même quand on emploie le terme « développement », il ne s'agit que d'une inflexion¹⁴ dans la formulation du slogan,

¹² Notons qu'une partie des débats entre chercheurs porte sur ce que ces chercheurs donnent ou voudraient donner comme signification à ces termes voire d'essayer de convaincre de quelle est la « bonne » signification au regard du raisonnement et de l'histoire de la pensée. J'essaierai d'éviter ce genre de discussions ici pour tenter d'apprécier quels sens ont été perçus pour ces slogans par les acteurs significatifs de la société et donc en quoi ces slogans ont pu et peuvent ou non les mobiliser et avoir une influence sur l'évolution de différentes sociétés forgeant le monde tel qu'il est.

¹³ PEKEA est l'acronyme de la dénomination anglaise « Political and Ethical Knowledge in Economic Activities » pour un savoir politique et éthique sur les activités économiques. Voir <http://www.pekea.org>.

¹⁴ Et « development » a même pour partie remplacé « growth » en anglais, voir note 1. Ils sont de fait pragmatiquement synonymes : les classements internationaux des pays, en pays développés, pays sous-développés se font en fonction de leurs niveaux de PIB/tête et on monte

inflexion qui se continue avec « développement durable ». Le projet porté par « décroissance », le dernier terme à étudier reste lui-même bloqué dans son impact sur le monde par une incapacité à formuler un signifiant capable d'exprimer un signifié qui soit autre. Ce « projet » en reste simplement à proclamer un « non » aux signifiants précédents et à leur signifié unique : « pas la croissance », j'objecte, je me rebelle, je veux détricoter l'existant, cheminer en sens inverse, faire le contraire de la croissance - « la dé-croissance » - sans avoir pu trouver d'autre signifiant pour un signifié qui, de ce fait, reste vide, sans contours propres, inexprimé. Un sauve-qui-peut qui est aussi une porte entr'ouverte sur l'inconnu indicible.

3- Le cœur du débat : une croissance à l'emprise tentaculaire

Le terme de croissance doit être examiné selon des spécifications ou/et des commentaires auxquelles il a donné lieu dans au moins trois registres (A) dans la pensée analytique et la théorie dominante (avec quelques variantes) elle est « virtuelle » mais elle est le résultat attendu du libre fonctionnement des marchés, (B) dans la pratique politique, elle est une réalité concrète à évaluer pour mieux exercer le pouvoir, la puissance, enfin (C) dans la vie au jour le jour, l'évolution déterminée des sociétés en fait une logique implacable intériorisée par la plus grande partie de ceux qu'elle peut toucher. Passons en revue ces trois approches qui meublent simultanément les discours sur la croissance.

A- Une place virtuelle mais essentielle dans la théorie économique dominante

La croissance occupe en fait une place essentielle mais qui n'est que virtuelle dans la théorie économique dominante.

La théorie économique libérale dominante paie usuellement tribut au père de l'économie politique, Adam Smith, et à son ouvrage *Enquête sur la nature et la cause de la richesse des nations* (1776). Ceci fait de l'économie la « science de la richesse » et par suite la science de la croissance. Mais le raisonnement théorique initié par Adam Smith repose sur un précepte paradoxal « laissez faire, laissez passer » ; bref il ne faut rien faire d'autre au niveau « national » que de faciliter le libre exercice de la poursuite des intérêts individuels sur le marché, où la main invisible assure l'harmonie. Celle-ci se traduit par l'équilibre des marchés sous la loi de l'offre et de la demande. L'équilibre général de Walras¹⁵, est instantané (a-temporel) et amène à l'optimum social de Pareto¹⁶ (son successeur à Lausanne) : l'allocation optimale des ressources (rares) est réalisée par le marché. Meade¹⁷, via l'intégration dans ce schéma des apports de Ricardo¹⁸, étendra cette solution à celle d'un optimum social mondial dans une situation d'échange international libre ; Samuelson¹⁹ caractérisera cette dernière, non seulement par l'unicité du prix mondial de chaque bien échangé, mais aussi par l'unicité mondiale du prix de chaque facteur de production (salaire, taux d'intérêt...). L'harmonie et l'« égalité » universelles, la richesse – la croissance ?- sont le fruit du libre fonctionnement des marchés qui apporte l'égalité mondiale.

Une parenthèse va s'ouvrir avec Keynes²⁰ dont la pensée, qui défie les « classiques » (ou néoclassiques dans le vocabulaire d'après guerre), restera en vogue de l'après crise de 1929 jusqu'aux années soixante-dix. Son analyse justifie l'action (bienveillante et même protectionniste) du gouvernement à l'échelon national – action justifiée plus tard par des arguments pointant des asymétries d'information (Stiglitz²¹) ou des défaillances du marché (Williamson²²)- . Il se situe dans un cadre de court terme²³, pour éviter les fluctuations, les crises, le chômage, pour remettre l'économie sur les bons rails, de sorte que les esprits animaux²⁴ (le terme est popularisé par Joan Robinson) des entrepreneurs puissent « librement » s'exprimer. La récupération théorique dans le cadre du paradigme dominant commence vraiment (elle avait déjà commencé lors de la vulgate hicksienne²⁵) avec la recherche des fondements microéconomiques (Leijonhufvud²⁶). La destruction théorique par la

dans la hiérarchie du développement quand le PIB s'élève ce qui se dit encore quand il y a croissance. Le taux de croissance est le taux de croissance du PIB.

¹⁵ Léon Walras, *Éléments d'économie politique pure*, 1874.

¹⁶ Vilfredo Pareto, *Cours d'économie politique*, 1897.

¹⁷ James Edward Meade, *The Theory of International Economic Policy -- The Balance of Payments*, 1951.

¹⁸ David Ricardo, *On the Principles of Political Economy and Taxation*, 1817.

¹⁹ Paul Samuelson, "International Trade and the Equalisation of Factor Prices", *Economic Journal*, 1948.

²⁰ John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi de la monnaie et de l'intérêt*, 1936.

²¹ Joseph Stiglitz, "Equilibrium in Competitive Insurance Markets: The economics of markets with imperfect information", *Quarterly Journal of Economics*, with M. Rothchild, 1976.

²² La préoccupation vis-à-vis d'un fonctionnement défaillant du marché est en premier exprimée par Ronald Coase dans un article de 1937, « The nature of the firm », *Economica*, 4, 386-405. qui lui vaudra en 1991 le prix Nobel de la banque de Stockholm. Le terme de "market failure" est employé en premier par Francis Bator, en 1958, dans un article intitulé "The Anatomy of Market Failure" *The Quarterly Journal of Economics* 72(3): 351-379. Mais les travaux de Coase et les fonctionnements selon des formes hiérarchiques qui veulent échapper aux défaillances du marché seront popularisés par Oliver Williamson, dans un best seller de 1975: *Markets and Hierarchies: Analysis and Antitrust Implications*, Free Press.

²³ On lui doit la boutade : dans le long terme nous serons tous morts. Ceci étant il faut lui reconnaître que le long terme est aussi une de ses préoccupations mais cette partie de ses travaux n'a pas eu d'impact sur les modes principaux de penser et d'agir.

²⁴ L'expression « esprits animaux » est employé par Keynes (op.cit ; 1936) dans le chapitre 12 section VII, sur ce qui motive l'investissement à long terme des entrepreneurs ; le terme « animal spirits » est traduit dans la version française (de 1942) la première fois par « besoin instinctif » puis la seconde et la troisième par « enthousiasme ». Le concept est repris ultérieurement par Joan Robinson à qui il est souvent attribué. « Pour moi « esprits animaux » est une boutade chez Joan Robinson »[car pour elle] « il y a quelque chose dans les sociétés d'économie capitaliste qui pousse les entrepreneurs à investir » soutient Philippe Herzog, *Revue économique*, Vol. 21, No. 6 (Nov., 1970), p. 1014.

²⁵ On doit à Hicks une présentation de certains arguments de Keynes dans l'appareil analytique néo-classique : John Hicks "Mr. Keynes and the 'Classics': A Suggested Interpretation", *Econometrica*, vol.5, April 1937, pp. 147-159. Cette présentation (dont la célèbre courbe IS/LM)

pensée dominante des fondements de cette hétérodoxie est célébrée à l'occasion du couronnement du titre de « Nobel » donné en 2004 par la Banque de Suède à Finn Kydland et Edward Prescott qui ont beaucoup travaillé sur la rationalité des comportements et la rationalité des anticipations pour expliquer les fluctuations économiques. François d'Autume et Jean-Olivier Hairault ont fait le commentaire suivant de leur apport : « Les fluctuations observées dans les pays développés résulteraient de comportements parfaitement rationnels d'agents économiques, soumis à des chocs technologiques aléatoires. La théorie des cycles réels apparaît ainsi aux antipodes d'une macroéconomie keynésienne faite d'imperfections de marchés et d'anticipations volatiles et contagieuses faisant fluctuer la demande globale. Les fluctuations économiques de la production et des heures travaillées traduisent les réponses optimales d'agents économiques soumis à un environnement changeant sur lequel le gouvernement n'a pas de prise. (*Le Monde*, mardi 19 octobre 2004, VI).

Certes, la théorie dominante cherche à expliquer le comportement du producteur ; selon cette théorie, le producteur investit et achète des facteurs de production sur les marchés du travail et des autres fournitures afin de les combiner et obtenir la production qui sera son offre sur le marché à un niveau tel que son profit soit maximisé. Quelques hétérodoxies du type keynésien surgissent aussi sur ce champ, avec la prise en compte de la concurrence monopolistique ou imparfaite (Chamberlin²⁷ et Robinson²⁸) et de l'oligopole (Sylos Labini²⁹) qui vont au-delà des figures exceptionnelles du monopole et du duopole. Les solutions imaginées seront considérées, malgré une concurrence non pure et parfaite, comme optimales en particulier grâce aux raffinements apportés par la théorie des marchés contestables (Baumol, Panzar et Willig³⁰). Selon ce courant, même là où l'on croit voir des monopoles, la seule menace d'entrants en quelque sorte suffit pour que la situation soit comme si on était en concurrence parfaite et que s'installe un optimum. De même l'éloignement de la concurrence pure et parfaite, dans la théorie du commerce international, n'arrive pas à nier les bienfaits du libre échange ; avec la prise en compte des oligopoles et de situations de rendements croissants, Krugman³¹ défend un temps la politique commerciale stratégique mais finalement, après analyse serrée, il en vient à tenir le libre change pour le meilleur et indispensable second best ; parler de compétition entre les nations et de compétitivité nationale n'est plus dès lors, à son avis, qu'une dangereuse obsession³².

Ceci étant, dans tous ces cas de figure des modèles centraux tant de la théorie dominante que de la théorie keynésienne et dans les versions légèrement aménagées, les règles techniques de la production, la technologie, sont dans un état donné dont tout un chacun a connaissance et dont il peut se servir. Les inventions ou les innovations sont des éléments exogènes à ces schémas d'analyse.

Pour prendre un autre point de vue, à demi-écouté, il faut se tourner vers Joseph Schumpeter³³ qui écrit, en 1911, une *théorie de l'évolution économique* où il offre une argumentation qui n'a pas de place dans la théorie dominante : c'est l'entrepreneur qui trouve de nouvelles combinaisons, c'est l'innovateur qui est le moteur du capitalisme et donc de la croissance. Par suite il montrera que les rythmes cycliques des vagues d'innovation modèrent les grands cycles semi-séculaires de l'activité économique par ces ouragans de destruction créatrice³⁴. Schumpeter qui persiste est en fait tenu pour un sociologue avec son ouvrage³⁵ *Capitalisme socialisme et démocratie* (1942) où il explique que les entrepreneurs ont des stratégies, où il loue la grande firme pour sa contribution à la croissance économique dans une société démocratique. Ces éléments d'explication n'ont pas leur place dans le cadre théorique central.

Dans la suite de Keynes, des disciples ont construit une approche macro-économique de la croissance avec une perspective essentiellement financière : utilisation du revenu pour un investissement commandé par la demande et une production liée à la disponibilité de la main d'oeuvre³⁶. L'essor de l'économétrie appliquée va cependant inciter des chercheurs à théoriser la

a été reconnue comme correspondant à son texte par Keynes lui-même, mais n'en ferait ressortir que certains éléments et pour partie certaines incohérences.

²⁶ Axel Leijonhufvud, a publié sa thèse *On Keynesian Economics and the Economics of Keynes: A Study in Monetary Theory*. New York: Oxford University Press, 1968, sous l'influence de Robert Clower avec qui il a réalisé un certain nombre de travaux dont "The Coordination of Economic Activities: A Keynesian Perspective", AER, 1975 qui amène des interprétations de Keynes par des théories du déséquilibre et par l'étude des fondements microéconomiques de la macroéconomie.

²⁷ Edward Chamberlin, *Theory of Monopolistic Competition*, 1933.

²⁸ Joan Robinson, *The Economics of Imperfect Competition*, 1933.

²⁹ Paolo Sylos Labini, *Oligopolio e progresso tecnico*, Giuffrè, 1956, traduit en anglais et publié par Harvard University Press en 1962.

³⁰ W.J. Baumol, J.C. Panzar & R.D. Willig *Contestable Markets and the Theory of Industry Structure*, 1982, Harcourt Brace, Jovanovich, N.Y.

³¹ Paul Krugman, publié en particulier en 1980 « Scale Economies, Product Differentiation and the Pattern of Trade » AER., vol. 70(5), pages 950-59, pour en revenir (provisoirement ?) à une position quasi-orthodoxe en 1987 dans « Is Free Trade Passé ? », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 1(2), pages 131-44, Fall.

³² « La compétitivité une dangereuse obsession », c'est ainsi que Paul Krugman intitule un article polémique contre ceux qui soutiennent aux Etats-Unis (et par voie de conséquence, dans tout pays de la planète) des mesures destinées à accroître la compétitivité nationale en s'appuyant sur la critique d'un discours de Jacques Delors président de la commission européenne ; celui-ci, dénonçait en effet à Copenhague en juin 1993, le manque de compétitivité de l'Europe vis-à-vis des Etats-Unis et du Japon, comme responsable du niveau élevé du chômage européen : Paul Krugman, « Competitiveness: A Dangerous Obsession », *Foreign Affairs*, 1994.

³³ Joseph Schumpeter, *Theorie der Wirtschaftlichen Entwicklung, 1911* (transl. *The Theory of Economic Development: An inquiry into profits, capital, credit, interest and the business cycle*), 1911, voir http://classiques.uqac.ca/classiques/Schumpeter_joseph/Schumpeter_joseph.html

³⁴ Joseph Schumpeter, *Business Cycles: Theoretical, historical and statistical analysis of the capitalism process*, 1939.

³⁵ Joseph Schumpeter, *Capitalism, Socialism and Democracy*, 1942.

³⁶ Ainsi, les « Cambridgeiens » ne se préoccupent nullement des conditions réelles, techniques, de la croissance, mais de ce qui la permet en termes macroéconomiques, comme Keynes se préoccupait de ce qui pouvait permettre le plein emploi. Ils ont une optique d'accumulation du capital de « ratio », calculant les conditions de compatibilité entre taux d'épargne, taux d'intérêt, taux de croissance de la force de travail, amenant à « la règle d'or » de l'égalisation des taux de croissance (de la population et de la production) et du taux d'intérêt. Dans la ligne des travaux de Kalecki, "A Theory of the Business Cycle", Review of Economic Studies, 1937, puis du fameux modèle de Roy Harrod, "Essay in Dynamic Theory" Economic Journal 49 (1939): 14-33. et de Evsey Domar, « Capital Expansion, Rate of Growth and Employment »,

combinaison macroéconomique des facteurs de production et donc le niveau de la production nationale pour essayer de relier les quantités de facteurs et le niveau de production en respectant les hypothèses et le cadre général : rendements décroissants, concurrence pure et parfaite entre les facteurs. C'est à Solow³⁷ qu'on doit principalement cette réorientation et l'adaptation théorique vers le changement technique³⁸ de l'outil forgé par Cobb et Douglas³⁹ avec lequel il initie les tentatives d'explication de la croissance observée. Pour lui l'évolution des quantités de facteurs de production donne une production calculée aux Etats-Unis qui est bien inférieure à l'évolution de la production observée. Il reste un « résidu » qui représente 90% de la croissance. Sa méthode sera affinée pour tenir compte de l'évolution de la qualité des facteurs (éducation des travailleurs etc.) et avec ces améliorations Denison⁴⁰ enquête en 1967 sur les différences internationales de croissance observées. Il bute sur le même obstacle : les « résidus » persistent à enlever aux facteurs de production leur rôle supposé. Pour la France, des économistes emmenés par Dubois, Carré et Malinvaud⁴¹ cherchent les causes de la croissance française (1972). Dans tous les cas le résultat est paradoxal : il reste un « résidu » inexpliqué par la théorie et un résidu de taille bien trop importante pour ne pas questionner cette théorie. La pirouette de la théorie de la croissance endogène produit une nouvelle fiction qui sert de ravaudage théorique mais qui n'a aucun contenu concret⁴².

En revanche, des courants hétérodoxes dits « néo-schumpétériens » avec Christopher Freeman⁴³ et « évolutionnaires » avec Richard Nelson⁴⁴ et quelques autres, ont ouvert la boîte noire (suivant le terme de Nathan Rosenberg⁴⁵) pour décrypter les processus à l'œuvre qui font naître et évoluer les techniques et pour analyser leurs effets multiples dans des contextes de compétitions acharnées entre les entreprises et avec des interventions des Etats. Celles-ci se font au travers des systèmes nationaux d'innovation qui combinent mille et une choses dont des modes d'appropriation de connaissances (brevets) et des politiques scientifiques et industrielles, qui vont bien au-delà des politiques keynésiennes (ou autre) de régulation macro-économique. La croissance de la production matérielle et les améliorations de productivité passent ainsi par de multiples actions qui sont « hors-marché ». La croissance doit beaucoup à la construction d'actifs intangibles détenus pour une grande partie sans droits de propriété explicite d'autant plus que nombre d'entre eux ont des contours flous comme l'est toute connaissance, tout savoir, non codifiés, non explicites. Les actions qui les forgent et qui les mettent en œuvre doivent beaucoup plus à des coopérations et des collusions qui se combinent à des rivalités et presque jamais à des concurrences pures et parfaites.

Ces approches sont l'objet en quelque sorte de tentatives de récupération par la théorie dominante, toujours dans le même esprit remettre le marché au centre de l'opération et en fait refaire de la croissance une sorte de « sous-produit ». Toute connaissance est réduite à une « information » qu'il faut rendre appropriable, elle sera alors échangeable à un certain prix, elle devient une ressource dont le marché fera une bonne allocation et dans les cas difficiles on mettra en place les mécanismes nécessaires de compensation aux défaillances du marché. De ce libre marché viendra la croissance, ou dit selon le projet du rapport Attali⁴⁶ : la croissance sera libérée.

A l'issue cet examen des discours économistes sur la croissance, il me semble clair que cette croissance, pour la théorie dominante, n'est qu'un sous produit « normal » du fonctionnement des marchés. Le marché est considéré comme « naturel »

Econometrica 14, n° 2: 137-147, 1946, on suit les apports de Nicholas Kaldor (1955-1956), "Alternatives theories of distribution", *Review of Economics Studies* 23, n°2: 83-100, (1955), les variations de Luigi Pasinetti (1962), "Rate of profit and income distribution in relation to the rate of growth", *Review of Economic Studies* 29: 267-279, et surtout les travaux de Joan Robinson et en particulier, en 1956, *The Accumulation of Capital*, London : Macmillan, et en 1962 *Essays in the Theory of Economic Growth*, London: Macmillan.

³⁷ Robert Solow, 1956, "A Contribution to the Theory of Economic Growth," *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 70, pp. 65-94.

³⁸ Robert Solow, "Technical Change and the Aggregate Production Function," *Review of Economics and Statistics* 39:3 (August 1957), pp. 312-320

³⁹ Charles Cobb et Paul Douglas (1928) "A Theory of Production", *American Economic Review*, 18 (Supplement), 139-165

⁴⁰ Edward Denison, *Why Growth Rates Differ*, Brookings Institution, 1967.

⁴¹ Edmond Malinvaud, Paul Dubois et Jean-Jacques Carré, *La croissance française, un essai d'analyse causale*, Le Seuil, 1972. Travail étendu et confirmé par Paul Dubois en 1985 : "Rupture de croissance et progrès technique", *Economie et Statistique*, n° 181, p. 3-31.

⁴² Des auteurs brillants ont contribué à la construction de modèles théoriques qui ont pour objet de trouver comment des rendements croissants au niveau global peuvent apparaître en maintenant l'hypothèse de rendements décroissants au niveau micro-économique en faisant jouer des externalités ; la robustesse des démonstrations n'est pas pleinement établie et surtout rien ni en terme reproductible pour des recommandations applications de politiques économiques et – et parce que- absence de confrontation économétrique avec le réel.

⁴³ Christopher Freeman a fondé en 1966 le SPRU (Science Policy Research Unit de l'université du Sussex, Angleterre) et formé une école de chercheurs venant d'Europe et du reste du monde (en particulier d'Amérique Latine) sur le rôle de la technologie dans l'industrie et l'économie dans une perspective « néo-schumpétérienne ». Ses travaux sur l'industrie (en particulier automobile) britannique (avec C.T. Saunders and R.W. Evely, *Industrial Research in Manufacturing Industry, 1959-60*, London: FBI, 1961) l'ont conduit à réfléchir aux liens avec la croissance pour l'OCDE dès 1963 (avec R. Poinant and I. Svannilson, *Science, Economic Growth and Government Policy*, background paper for Ministerial Meeting on Science, Agenda Item III, Paris: OECD, 1963) et ses travaux et ceux du SPRU vont contribuer largement à faire naître une nouvelle sous-spécialité « l'économie de l'innovation et du changement technologique » et à attirer l'attention des agences internationales par de nombreux rapports que lui-même et le SPRU feront (exemple son rapport : 'Science Policy, Technical Progress and Economic Growth', in UN Economic Commission for Europe, *Policies and Means of Promoting Technical Progress* (1969), 1-16.).

⁴⁴ Après avoir travaillé entre autres sur les questions du rôle de la Science et de la Recherche-Développement dans un cadre plutôt traditionnel puis cherché différentes voies pour dépasser les problèmes rencontrés, Richard Nelson va véritablement refonder une approche évolutionnaire en économie dans un ouvrage qui a marqué le renouveau de ce courant : Richard Nelson et Sidney Winter, *An Evolutionary Theory of Economic Change*, 1982.

⁴⁵ Nathan Rosenberg après un ouvrage intitulé : *Perspectives on Technology*, 1976, qui replace la croissance dans une perspective d'accumulation technologique, en a publié un autre au titre très explicite : *Inside the Black Box*, 1982. Il travaille à Stanford (Etats-Unis) et donc de manière indépendante du SPRU.

⁴⁶ Rapport par une commission réunie autour de Jacques Attali pour le président de la République française en 2008.

et la croissance l'est donc tout autant, elle récompense le respect des lois naturelles. D'ailleurs disent les tenants de cette théorie : regardez, l'histoire du monde est bien celle d'une croissance ultra-longue en dépit de quelques fluctuations.

B- Une évaluation statistique de la montée historique de la puissance

Le slogan de la croissance n'a de sens aujourd'hui (et depuis un demi-siècle au moins) qu'affublé d'un taux, d'une quantification, d'une statistique. C'est une réalité politique de recherche de la puissance qui s'est muée en réalité statistique de mesure d'une quantité économique et soumet le politique à une pression-évaluation quasi-permanente. Le contrat essentiel qui lie, dans la démocratie représentative occidentale, les gouvernés et le gouvernement, est celui de la croissance en paix. Les yeux sont rivés sur la statistique du taux de croissance qui fait ou non les ré-élections.

Le terme même de statistique concerne étymologiquement les affaires de l'Etat. Les dictionnaires rappellent son origine latine « status » (état) puis italienne « statista » homme d'Etat ; au 18^{ème} siècle en Allemand « statistik » apparaît en même temps que « statistique » en français (1771) et « statistics » en Angleterre pour désigner à partir de 1798 ce que les anglais désignaient jusqu'alors de manière plus explicite comme étant de « l'arithmétique politique ».

Denis Diderot écrit dans l'Encyclopédie l'article « ARITHMÉTIQUE POLITIQUE » (1752-1766) et la définit ainsi : « C'est celle dont les opérations ont pour but des recherches utiles à l'art de gouverner les peuples, telles que celles du nombre des hommes qui habitent un pays [...] »⁴⁷.

Le lien est clair entre l'arithmétique politique et la ou les statistiques, elles sont là pour le pouvoir, pour le gouvernement des peuples. C'est une affaire d'Etat et d'exercice du pouvoir. La première chose à compter, ce sont les hommes. Deux siècles plutôt Jean Bodin⁴⁸ avait bien établi : «qu'il n'y a richesse, ni force que d'hommes ».

La naissance des empires, des Etats et l'affirmation de leur puissance s'accompagne du dénombrement de leurs populations. Les rivalités entre les empires concurrents amènent des guerres où la force du nombre est souvent un élément déterminant. Le premier recensement de population dont on ait le souvenir est celui semble-t-il que l'empereur Yu commanda en Chine en 3050 avant JC. On trouve des traces d'un recensement Egyptien en 2 200 avant JC, en Inde en 400 avant JC, à Rome en 555 avant JC. L'affirmation du nombre assure la pérennité face à d'autres groupes et face à la Nature qui paraissait bien souvent hostile : les catastrophes subites, tremblements de terre, ouragans, inondations, tsunamis et les invasions d'insectes ou d'autres animaux, les épidémies pouvaient amputer les populations de manière drastique et le nombre permettait d'y résister tout autant que de résister à d'autres groupes humains à l'hostilité conquérante. L'affirmation de la puissance est aussi passée par la construction de places fortes, de palais et de monuments religieux et funéraires et nous parons une partie de l'antiquité des sept merveilles du monde.

Avant d'en arriver là, le genre humain, pourrait-on dire avec le langage familier d'aujourd'hui, a pas mal galéré pour faire sa place sur la planète. Jusque – 35 000 ans avant JC la population humaine sur toute la planète ne dépasse pas un million d'individus ; cette population de deux espèces proches (la nôtre et les néanderthaliens qui vont disparaître vers – 30 000) maîtrise le feu depuis – 400 000 ans ce qui a certainement joué un rôle important pour s'affirmer face aux autres espèces animales. La capacité à utiliser un langage évolué permettant une communication complexe, et simultanément la confection d'outillages sophistiqués, est aussi un élément important qui est apparu avant – 30 000 (mais les paléo-anthropologues n'ont pas d'avis unanime sur une estimation de date). Les propulseurs de sagaie vont peu à peu laisser la place à l'arc (et aux flèches) au Paléolithique supérieur (- 35 000 à – 10 000) et permettre d'asseoir la domination de l'espèce humaine *homo sapiens* sur les autres espèces animales. Cette domination paraîtra définitive avec la domestication animale pour l'élevage et la naissance de l'agriculture au néolithique.

Cette évolution des techniques marque l'exercice de l'emprise accrue de l'homme sur la nature en quelques dizaines de milliers d'années, et lance une prolifération gigantesque de l'espèce humaine : un million d'individus en – 35 000, dix millions en – 10 000 et 250 millions en l'an zéro de notre ère⁴⁹. Mais les estimations les plus optimistes de nos démographes donnent à penser qu'aujourd'hui cette prolifération est presque terminée : une dernière multiplication depuis l'an zéro, non par 250 mais par environ 40, nous conduit dans quelques décennies à une population d'environ 10 milliards qui ensuite ne croîtra plus. **La croissance démographique, la prolifération humaine font partie du passé, cette croissance est finie.**

Cette nouvelle multiplication après l'an zéro n'a démarré qu'à la suite d'une sorte de palier car en l'an 1000, la population mondiale est à peu près inchangée aux environs de 250 millions d'habitants. L'agriculture et l'élevage restent soumis aux aléas climatiques et aux agressions des micro-organismes, des petits et gros prédateurs. Aussi, comme pendant des millénaires, les années de vaches maigres ont continué de succéder aux années de vaches grasses, les épidémies autant que les

⁴⁷ Il poursuit : « C'est celle dont les opérations ont pour but des recherches utiles à l'art de gouverner les peuples, telles que celles du nombre des hommes qui habitent un pays ; de la quantité de nourriture qu'ils doivent consommer ; du travail qu'ils peuvent faire ; du temps qu'ils ont à vivre ; de la fertilité des terres ; de la fréquence des naufrages, etc. On conçoit aisément que ces découvertes et beaucoup d'autres de la même nature, étant acquises par des calculs fondés sur quelques expériences bien constatées, un ministre habile en tirerait une foule de conséquences pour la perfection de l'agriculture, pour le commerce tant intérieur qu'extérieur, pour les colonies, pour le cours et l'emploi de l'argent, etc. »

⁴⁸ Jean Bodin, La République, Paris, 1576.

⁴⁹ Selon l'INED dont nous avons repris les chiffres précédents ; Maddison (voir plus loin) opte pour 230 millions. Je reprends dans la suite ses estimations.

guerres « régulaient » le rythme de croissance démographique, les vainqueurs se servant, chez les vaincus, en procréatrices, en victimes pour les sacrifices et en esclaves pour travailler la terre et servir les maîtres.

Après l'an 1000 la croissance de la population reprend et le monde bouge de manière massive en Europe et en Asie sans se mesurer encore l'un avec l'autre; en 1500 quand l'Europe bouscule les Amériques, la planète compte près de 450 millions d'habitants. La croissance démographique prend son envol, pour des raisons tout d'abord biologiques semble-t-il : on ne connaîtra plus l'équivalent de la peste noire qui a décimé l'Europe au milieu du 14^{ème} siècle⁵⁰. En 1700 le monde dépasse les six cent millions d'habitants ; la croissance démographique s'emballer en Europe, et la correspondance avec la révolution industrielle est immédiate. En effet cette explosion démographique devient plus marquée après 1820 et la croissance de la population européenne est le double de celle du reste du monde dont elle peuple une partie : les Amériques principalement. Cela inquiète Malthus⁵¹. En 1820 la population du monde atteint son premier milliard d'habitants, il n'en sait rien, mais la crainte de ne pouvoir nourrir autant de monde, la pression sur les terres et les années de mauvaises récoltes restent des réalités qu'il vit et qui l'incitent au pessimisme. **La révolution industrielle concrétise la croyance au progrès scientifique apportée par la révolution des Lumières et va balayer les doutes dans l'opinion publique mondiale jusqu'aux années 1970 au moins.**

Cette révolution industrielle, dès ses prémices, fait basculer les sources de la puissance de la démographie, de la croissance démographique vers l'industrie, vers la croissance économique. Et par suite pour « gouverner les peuples » si l'on reprend la citation de Diderot dans son article sur l'arithmétique politique, il faut non seulement des informations sur leur nombre – et désormais partout on va faire des recensements (comme en France qui commence en 1801) - mais aussi sur les quantités « économiques »⁵² de nourriture, de travail etc. et Diderot de citer sur ce thème « Le chevalier Petty, Anglais, [...] le premier qui ait publié des essais sous ce titre ». De fait *Le détail de la France* de Pierre Le Pesant de Boisguilbert⁵³ publié en 1697 et *Description de la France* de Pignon de la Force de 1722 n'ont ni ce titre ni ses caractéristiques. Dans son traité d'arithmétique politique William Petty consacre encore beaucoup de temps aux questions de population mais il a déjà, dans un ouvrage antérieur⁵⁴, construit la première estimation d'un revenu national. Distinguant les stocks et les flux et raisonnant en termes de circuit économique, il fonde en cette fin de 17^{ème} siècle, tout autant que les travaux de François Quesnay⁵⁵ sur le « Tableau Economique », ce qui allait devenir la comptabilité nationale et qui s'imposera au monde d'après la deuxième guerre mondiale.

Ces travaux précurseurs naissent avec l'importance prise par la richesse économique pour les questions politiques, mais elle ne l'est pas dans la théorie économique et Smith ne cite pas les travaux de Petty. Il va falloir attendre que la préoccupation directe de la croissance prenne corps dans l'esprit des gouvernants pour que l'on dispose d'une estimation de la valeur de ce roi d'aujourd'hui, de celui que recouvre le slogan de la croissance : « **le PIB** ».

C'est en particulier un économiste soucieux de la croissance à long terme (et pour cette raison bien hétérodoxe), Simon Kuznets, qui reprend le flambeau⁵⁶ aux Etats-Unis et c'est dans la Grande Bretagne en guerre, qui veut compter ses forces, et qui s'intéresse aux données de la macroéconomie à la suite de son économiste conseiller, John Maynard Keynes, que Richard Stone⁵⁷ sous la houlette de Meade (cité précédemment) prépare ce qui sera la base des systèmes modernes de comptabilité nationale.

En France, François Fourquet a mené l'enquête sur ce qu'il appelle « les comptes de la puissance⁵⁸ ». Il nous permet de nous convaincre clairement combien la croissance et son support, la mesure du PIB, c'est-à-dire la mise en place d'un système de comptabilité nationale, est une question en tout premier lieu politique et, qui plus est, une question politique qui n'intéresse pas les économistes universitaires, théoriques de la théorie dominante.

Question politique qui fait que les gouvernements des grandes nations, c'est-à-dire des grandes puissances, ne doivent plus s'occuper prioritairement de diplomatie mais de croissance économique, ce que Pierre Mendès France, appelle la vigueur

⁵⁰ Selon Maddison l'Europe comptait en 1300, 58,4 millions d'habitants et en 1500 elle est encore à 57,3 (la France est encore le plus peuplé des pays européen avec 18 millions d'habitants) car la peste noire entre 1347 et 1350 a fait environ 25 millions de morts et la population européenne n'était plus que de 41,5 millions en 1400. La Chine a connu également une baisse importante de sa population entre 1200 et 1400. Des pestes reviendront jusqu'au début du 18^{ème} siècle.

⁵¹ Malthus, 1766-1834, *An Essay on the Principle of Population, as it Affects the Future Improvement of Society with Remarks on the Speculations of Mr. Godwin, M. Condorcet, and Other Writers London, printed for J. Johnson, in St. Paul's Church-Yard, 1798.*

⁵² Enfantin le disciple de St Simon fait passer du gouvernement des hommes à l'administration des choses.

⁵³ Le Pesant de Boisguilbert, 1646 -1714.

⁵⁴ Sir William Petty (1623-1687) a écrit *Political Arithmetic* vers 1676 et la publication a été posthume en 1690, son estimation du revenu national se trouve dans *Verbum Sapienti* écrit vers 1664 et publié en 1691. Son continuateur Gregory King (1648 -1712) auteur de *Natural and political observations and conclusions upon the state and condition of England*, 1696, (et de la loi de King sur le lien entre la baisse des récoltes et l'augmentation des prix) est considéré comme le premier statisticien économiste par Richard Stone.

⁵⁵ François Quesnay (1694-1774) publie son Tableau Economique en 1758.

⁵⁶ Simon Kuznets (1901-1985) prix « nobel » 1971, a publié en 1930 un travail important sur la croissance et ses fluctuations : *Secular Movements in Production and Prices*, Houghton-Mifflin, Boston and New York et par suite s'est intéressé à une estimation du revenu national des Etats-Unis, publiée en 1941 : *National Income and Its Composition, 1919-1938*.

⁵⁷ Richard Stone (1913-1991) obtiendra pour ces travaux fondateurs de la comptabilité nationale le prix « nobel » en 1984. Il est fondateur du système qui sera adopté au niveau international via les Nations-Unies avec sa publication de 1947 : *Measurement of National Income and the Construction of Social Accounts, Nations-Unies*. Dans l'autobiographie qu'il a donné pour sa remise de prix il a rappelé « By December 1940, Meade and I had completed a set of estimates which we showed to Keynes, who was then a member of the Chancellor's Consultative Council at the Treasury, and through his advocacy they were published as the second part of a White Paper entitled, *An Analysis of the Sources of War Finance and an Estimate of the National Income and Expenditure in 1938 and 1940* which accompanied the budget of 1941 ».

⁵⁸ François Fourquet, *Les Comptes de la puissance. Histoire de la comptabilité nationale et du plan*, Encres, 1980.

économique et, sans lui et cette orientation, la construction de comptes n'aurait pu se faire en France⁵⁹. Pierre Mendès France déclare à l'Express en 1953⁶⁰ : "Ce n'est pas sur des conférences diplomatiques mais sur la vigueur économique que l'on fait une grande nation". On ne peut pas être plus clair.

Question qui n'intéresse pas les chercheurs du courant économique principal, mais un économiste français « hétérodoxe » s'intéresse à cette construction et la suit de près sans pouvoir y participer directement, il s'agit de François Perroux qui raconte : "l'Université avait déclaré que jamais la comptabilité nationale ne pénétrerait chez elle"⁶¹. Son intérêt est en quelque sorte récompensé aujourd'hui encore, puisque, sur son site éducatif, à la rubrique « croissance », l'INSEE en donne une définition qui cite François Perroux⁶² : « *la croissance est "l'augmentation soutenue pendant une période longue d'un indicateur de production en volume" (François Perroux). Le présent dossier s'intéressera plus spécifiquement à l'évolution à court terme qu'il serait plus juste d'appeler l'expansion. L'indicateur de production retenu par l'INSEE est le Produit Intérieur Brut (PIB). Son évolution permet d'étudier la croissance, c'est-à-dire la hausse du PIB.* »

La croissance économique mesurée par une statistique et identifiée avec l'expansion du PIB est devenue cette réalité tangible exprimée par une référence à un taux et occupant, omniprésente, l'espace médiatique depuis moins d'une cinquantaine d'années. La puissance des nations est devenue celle de leurs économies et elles se comparent par leurs PIB respectifs et leurs taux de croissance, par la taille de ces PIB par tête d'habitant depuis ce demi-siècle. Et c'est presque fini.

J'ai déjà souligné un peu plus haut que la croissance démographique touchait à sa fin après une explosion finale remarquable. Adossée à la croissance économique du dernier siècle elle a eu entre autres effets, celui qui est le plus incontestable : l'allongement de la durée de vie. En 1900 l'espérance de vie moyenne dans le monde est de 45 ans, cette moyenne est passée à 75 ans en l'an 2000. Mais là aussi, c'est à peu près fini, **l'allongement de la durée moyenne de vie touche à sa fin**. Il est peu vraisemblable que l'on dépasse 90 ans d'espérance de vie moyenne.

La croissance réelle des biens matériels est elle aussi presque terminée : au cours du siècle précédent on a augmenté la quantité et la nature des biens et services qui sont mis à disposition des habitants des zones riches de la planète. Il reste à faire de même dans quelques zones et cela est en cours rapidement, en Chine et en Inde qui numériquement font l'essentiel de ces zones. Mais déjà, en moyenne mondiale, les services immatériels dépassent 64% du PIB mondial⁶³. Si bien des services sont indispensables, c'est pourtant surtout leur évaluation qui s'accroît plus que leur quantité. On peut noter corrélativement que les taux de croissance des pays les plus riches (avec des PIB à plus de ¾ de services) tendent à s'essouffler, peut-t-on dire bien « naturellement » ? Ils ne consacrent à l'agriculture que moins de 5% pour les plus agricoles d'entre eux, et même moins de 1% pour les Etats-Unis. Nourrir un monde de dix milliards d'habitants ne demande en rien de se ruiner sur les OGM, ni de continuer à produire des céréales pour nourrir des animaux avant de nourrir les hommes et les 800 millions de mal-nourris du monde. C'est seulement un problème de ré-organisation. Notons surtout que ce basculement des pays les plus riches dans une croissance immatérielle et leur épuisement démographique ont une autre conséquence, très importante pour le futur du monde. Le hiatus entre la loi du nombre et la loi de la puissance qui est apparu au XX^{ème} siècle tend à disparaître et l'aphorisme de Jean Bodin commence à reprendre toute sa force : « il n'y a richesse, ni force que d'hommes ».

C'est qu'à la suite de la révolution industrielle et du boom de l'Europe et de ses pousses extérieures (Etats-Unis etc..) celle-ci faisait l'essentiel du boom de la croissance économique qui surpassait sa croissance démographique ; cela créa ce hiatus entre la loi du nombre et la loi de la puissance. Les pays les plus peuplés n'étaient pas les plus puissants car la puissance tenait à la croissance économique et la richesse issue de la croissance était, et reste concentrée entre les mains d'un petit nombre. **Cette hyper-concentration internationale touche à sa fin**⁶⁴ car la croissance des plus nombreux et bien pauvres est devenue et va rester plus forte que celles des peu nombreux et qui étaient plus riches. Regardons cette comparaison dans la très longue période que nous donne Maddison⁶⁵ entre l'Europe de l'ouest et la Chine

Dans quelques décennies la Chine et l'Inde auront repris leur place de grandes puissances mondiales, la croissance matérielle a toujours sa raison d'être chez eux et dans bien d'autres pays d'Asie et d'Afrique pour échapper à l'insécurité. Ce n'est pas le cas dans les pays d'Europe de l'Ouest, en Amérique du Nord, au Japon etc. la croissance y patine dans des sociétés où la pauvreté n'a pas disparu malgré des décennies de croissance passée. Il est grand temps d'inventer dans ces sociétés des méthodes plus équitables de partage. Ces méthodes pourraient peut-être se montrer adaptables aux écarts entre les nations, car là aussi le besoin est urgent. Toutefois il ne semble pas que la planète soit sur ce chemin, en effet, elle paraît bien, en tout lieu, sous l'emprise d'une logique implacable d'accumulation du capital envahissant partout l'imaginaire social.

⁵⁹ "L'impact de la commission sur l'opinion publique a dépendu de la carrière politique de Mendès-France" (Fourquet, 1980, p. 203).

⁶⁰ Interview de Mendès-France dans le premier numéro de l'Express, le 16 mai 1953, rapporté par Fourquet (Ibid.).

⁶¹ Ibid., p. 253.

⁶² Voir à l'adresse suivante qui fonctionnait en janvier 2008 : <http://www.educnet.education.fr/insee/croissance/default.htm>

⁶³ Source : Estimation par la CIA (Central Intelligence Agency, le service de renseignement Américain créé en 1947 par H Truman) pour 2007 (visite du 24 février 2008) : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/fields/2012.html>

⁶⁴ Sans pour autant faire disparaître des inégalités fortes : on s'achemine vers un monde oligopolaire large (une dizaine de très grandes puissances en PIB et en population).

⁶⁵ Angus Maddison, *Contours of the World Economy 1-2030 AD, Essays in Macro-Economic History*, Oxford University Press, 2007.

Table 8-3. The China/West European Dichotomy, 1-2001 AD

	<i>China</i>	<i>West Europe</i>
	Population (million)	
1	59.6	24.7
1000	59.0	25.4
1300	100.0	58.4
1400	72.0	41.5
1500	103.0	57.3
1820	381.0	133.0
1913	437.1	261.0
1950	546.8	304.9
2001	1 275.4	392.1
	Per Capita GDP (1990 int. \$)	
1	450	450
1000	450	400
1300	600	593
1400	600	676
1500	600	771
1820	600	1 204
1913	552	3 458
1950	439	4 579
2001	3 583	19 256
	GDP (billion 1990 int \$)	
1	26.8	11.1
1000	26.6	10.2
1300	60.0	34.6
1400	43.2	28.1
1500	61.8	44.2
1820	228.6	160.1
1913	241.3	902.3
1950	239.9	1 396.2
2001	4 569.8	7 550.3

Source: HS-1, HS-5, and HS-8 basic tables, Maddison (1998 and 2001).

C - Une logique implacable envahissant l'imaginaire social

Les Lumières offrent la croyance au progrès scientifique infini (Condorcet⁶⁶), elles offrent également la légitimité de l'envie, de la soif individuelle de richesse, de l'avidité, aspects spécifiques de l'offre plus large - et plus « morale » - de l'émancipation individuelle : égalité des chances et suppression des statuts héréditaires.

L'ancien régime est celui de l'ordre, des ordres et des statuts. Tout un chacun a sa place et doit savoir rester à sa place. L'envie et l'orgueil de celle ou celui qui désire être à la place d'un supérieur et qui a la prétention d'en être digne ou de le mériter sont illégitimes et s'opposent à l'ordre naturel des choses, ils sont donc condamnables. Mais avec les Lumières, l'ordre du monde n'est plus intangible, il peut être contesté et il va l'être, en particulier du côté du comportement vis-à-vis des biens matériels et de la richesse.

Jusqu'alors, la vie économique reste animée dans des sociétés complexes et hiérarchiques par la dépense des grands et des puissants. « Le grand seigneur est celui qui dépense sans compter, qui entretient toute une « clientèle » et dont la grandeur tient à la largesse de ses dons [...] on reste dans la logique du don-contre-don, de la Gloire, de la « signalisation » de la puissance⁶⁷ ».

La naissance de la bourgeoisie est une insulte à la noblesse que raille Molière : comment être bourgeois et gentilhomme ! L'aristocrate cherche la gloire et les pouvoirs et n'a que faire de l'avarice et de l'accumulation de richesses. Le bourgeois adopte un autre comportement, une sorte de religion que Marx⁶⁸ énonce de manière éclatante : « Accumulez accumulez ! C'est la loi et les prophètes ! ».

Ce monde nouveau est d'abord un monde d'abstinence, mais le capitalisme, selon Marx, se modernise. « Tandis que le capitaliste de vieille roche flétrit toute dépense individuelle qui n'est pas de rigueur, n'y voyant qu'un empiètement sur l'accumulation, le capitaliste modernisé est capable de voir dans la capitalisation de la plus-value un obstacle à ses convoitises. Consommer, dit le premier, c'est « s'abstenir » d'accumuler; accumuler, dit le second, c'est « renoncer » à la jouissance ». C'est en quelque sorte un effet indirect de la croissance qui pousse le bourgeois capitaliste à consommer. « Le progrès de la production ne crée pas seulement un nouveau monde de jouissances : il ouvre, avec la spéculation et le crédit, mille sources d'enrichissement soudain. A un certain degré de développement, il impose même au malheureux capitaliste une prodigalité toute de convention, à la fois étalage de richesse et moyen de crédit. Le luxe devient une nécessité de métier et entre dans les frais de représentation du capital ».

Les Lumières poussent à la revendication individualiste et sont à la source de la déclaration des droits de l'homme : les syndicats et les travailleurs opprimés n'ont de cesse que de parvenir à dépasser le schéma repris par l'économie classique et keynésienne avant Pasinetti où les travailleurs n'épargnent pas. La pratique Keynésienne après la crise de 29 introduit cette importance de la demande, de la dépense dans le discours politique et légitime la revendication de la hausse des salaires et des pouvoirs d'achat pour la masse des populations. La production industrielle, fruit de l'accumulation et de l'épargne qui seront investies à cet effet, doit répondre à des besoins solvables, à une demande.

La production que la révolution industrielle rend plus efficace arrache les populations des pays « riches » à la survie et au labeur incessant. Le lot commun du paysan était celui d'une personne occupée du matin au soir tout au long de l'année pour assurer sa survie au gré de sa plus ou moins bonne santé⁶⁹. La vie quotidienne du citoyen employé de maison ou de boutique était bien semblable. Celle de l'ouvrier des premières fabriques n'est guère enviable, bien au contraire. Mais peu à peu des transformations se font jour qui vont ouvrir des possibilités de consommation croissantes, de loisir, d'éducation et de soins allongeant la durée de vie. C'est cette situation, aujourd'hui encore commune dans les économies en émergence et leurs sweatshops qui est présente dans les imaginaires de nos contemporains pour lesquels la belle époque des chasseurs-cueilleurs de Marshall Sahlins⁷⁰ fait partie de la science fiction et n'offre un attrait qu'à une infime minorité d'entre eux.

Les pays riches entrent dans une autre époque ; pendant une première période, l'évolution est poussée par la production qui délivre des biens matériels lesquels transforment et libèrent les femmes et les hommes jusque là courbés à longueur de journées sur le travail. Le sujet ordinaire, devenu citoyen avec droit de vote se mue en salarié à durée du travail mesurée et

⁶⁶ Condorcet (Jean-Antoine-Nicolas de Caritat, marquis de, 1743 – 1794), dans *l'Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain* écrit en 1793-1794 (<http://melbecon.unimelb.edu.au/het/condorcet/cindex1.htm>) s'exprime de la manière suivante dans l'avant propos. « Il ne resterait enfin qu'un dernier tableau à tracer, celui de nos espérances, des progrès qui sont réservés aux générations futures, et que la constance des lois de la nature semble leur assurer. Il faudrait y montrer par quels degrés ce qui nous paraîtrait aujourd'hui un espoir chimérique doit successivement devenir possible, et même facile ; pourquoi, malgré les succès passagers des préjugés, et l'appui qu'ils reçoivent de la corruption des gouvernements ou des peuples, la vérité seule doit obtenir un triomphe durable ; par quels liens la nature a indissolublement uni les progrès des lumières et ceux de la liberté, de la vertu, du respect pour les droits naturels de l'homme ; comment ces seuls biens réels, si souvent séparés qu'on les a crus même incompatibles, doivent au contraire devenir inséparables, dès l'instant où les lumières auront atteint un certain terme dans un plus grand nombre de nations à la fois, et qu'elles auront pénétré la masse entière d'un grand peuple, dont la langue serait universellement répandue, dont les relations commerciales embrasseraient toute l'étendue du globe. Cette réunion s'étant déjà opérée dans la classe entière des hommes éclairés, on ne compterait plus dès lors parmi eux que des amis de l'humanité, occupés de concert à accélérer son perfectionnement et son bonheur. »

⁶⁷ Pierre Dockès, 2007. Colloque d'Aix.

⁶⁸ Karl Marx, 1867, dans *Le Capital*, Livre 1, 7^{ème} section, chapitre XXIV, III Division de la plus-value en capital et en revenu, Théorie de l'abstinence, Gallimard, 1965, Œuvres, Economie I, page 1099.

⁶⁹ Voir par exemple le témoignage de Louis Malassis dans sa Trilogie paysanne (publiée entre 2001 et 2006) et en particulier *La longue marche des paysans français* (Fayard, 2001) qui montre comment la quasi-totalité des paysans (notamment bretons) ont vécu le « productivisme » qui a suivi cette époque, comme une libération, autant pour ceux qui en vivent encore que pour ceux qui, exclus par l'exode rural, ont trouvé à faire leur place en ville.

⁷⁰ Marshall Sahlins, et son ouvrage *Stone Age Economics*, 1962 est cité souvent pour le chapitre sur les chasseurs cueilleurs intitulé « The Original Affluent Society » où il écrit « Hunter-gatherers consume less energy per capita per year than any other group of human beings. Yet when you come to examine it the original affluent society was none other than the hunter's - in which all the people's material wants were easily satisfied. To accept that hunters are affluent is therefore to recognise that the present human condition of man slaving to bridge the gap between his unlimited wants and his insufficient means is a tragedy of modern times. ».

peu à peu réduite : les repos hebdomadaires et les congés payés se généralisent et le travail très pénible physiquement tend à concerner une proportion décroissante des travailleurs ; nombre d'entre eux ont un logement décent, parfois dont ils deviennent même propriétaires. Les travaux ménagers sont allégés par l'introduction de la technique, les machines à laver remplacent le lavoir etc.. Celles et ceux qui ne bénéficient pas de ces évolutions remarquent cependant qu'elle n'est pas réservée à une proportion très étroite de la population et qu'y avoir accès pour eux-mêmes ou pour leurs enfants semble du domaine du possible.

La course à la consommation de masse est lancée et devient le ressort du fonctionnement économique. L'avidité est essentielle. Une nouvelle phase apparaît dans les années soixante quand les besoins matériels de masse ont déjà trouvé tous les produits de base susceptibles de les satisfaire : la nourriture, l'habillement, le transport, le chauffage et l'éclairage, les télécommunications, les médicaments etc. On en est à des améliorations et des déclinaisons, à des remplacements et non plus à de véritables créations : les équipements ménagers et immobiliers, les objets de consommations n'apportent plus d'innovation radicale dans le type de besoin satisfait : l'automobile, le train, l'avion, le téléphone, la télévision, l'enregistrement et la reproduction des sons, l'ordinateur, les moyens de cuisson, de conservation, de chauffage, de climatisation sont du domaine du passé et depuis un demi-siècle les avancées techniques n'ont apporté que des raffinements.

A une exception potentielle que pourraient offrir les évolutions du bricolage génétique en permettant de toucher à l'intouché jusqu'ici : reprogrammer l'espèce humaine et bien d'autres, animales et végétales.

En dehors de cette perspective éventuelle, la situation présente est celle de producteurs qui en sont à vendre des biens et services dont l'intérêt immédiat n'apparaît pas, car ils n'allègent pas ou ne facilitent pas des tâches auparavant pénibles ou infaisables ou parce qu'ils n'apportent guère d'amélioration par rapport à ceux en usage. D'énormes dépenses de publicité sont nécessaires pour stimuler la demande, pour aiguïser l'avidité et susciter les désirs et les envies, convaincre que la consommation de ces artefacts est indispensable. Les objets consommés eux-mêmes sont évalués avec services inclus pour les faire consommer : le prix payé pour une chaussure « Nike » achetée par un consommateur inclut pour moins de 10% son coût de fabrication et de commercialisation, le reste comprend la part de l'achat par Nike du droit d'habiller les footballeurs des plus grandes équipes nationales, les spots publicitaires à la télévision ou sur google, les pages dans les journaux et les magazines, qui comprennent les cachets à payer aux « vedettes » du sport ou des spectacles pour attirer les consommateurs etc... Bref, une proportion de la croissance est devenue factice mais cependant demandée, il y a une réelle addiction des masses de population dans les pays riches et dans les pays pauvres. Le phénomène de la téléphonie mobile est à cet égard exemplaire. Ce qui fut la montre et le couteau suisse, équipement individuel de « survie » en toutes circonstances, va bientôt se trouver remplacé par le « médiatron » ; cet objet que l'on promène avec soi qui est autonome « à pile », branché sur le réseau mondial, donne l'heure certes, mais aussi la position topographique, toute information audiovisuelle en direct et accès à toute archive personnelle ou partagée, toute télécommunication et moyens de calculs ou traitement plus complexe de toute forme d'information et de télécommande de toutes sortes d'objets. En 20 ans toute la planète a déjà été submergée par la mer du mobile (2,5 milliards de téléphones mobiles en 2008). Mais, là encore, nous voilà en fin de ligne. Aucune émergence d'un tracé de quelque chose d'autre en termes de chemin.

Le désir de croissance poursuivi et illimité gît dans cet espoir de consommer plus pour assouvir les désirs créés et aiguïsés par les medias, par le mimétisme, suivant des mécanismes déjà montrés par Veblen⁷¹.

Le besoin de croissance est exprimé par les gouvernants en réponse à l'attente des gouvernés ; il ne s'exprime plus en termes de biens particuliers, car comme le disait Galbraith en 1958, dans le discours il est lié principalement à ce que la croissance dans des sociétés d'abondance, permet des emplois⁷² et donc par ce qu'elle offre aux populations des salaires et du pouvoir consommer. Le PIB plus élevé ne signifie aucunement que le bien-être des populations est amélioré. Les sociétés d'abondance continuent à vouloir croître parce que l'imaginaire social est figé dans cette perspective de course à la consommation et que la raison conventionnelle pose que l'amélioration des conditions de vie des moins bien lotis voire de ceux qui sont dans la misère ne peut être obtenue sans croissance. La réalité têtue montre cependant par exemple en France que 60 ans après l'alerte donnée par l'abbé Pierre, les SDF sont encore si nombreux à Paris en 2007, que l'on reconnaît la nécessité de construire des logements. C'est que la croissance toujours poursuivie peut inonder les marchés de ces Nike aux services inclus et moins utiles que ceux du logement pour tous. Les priorités ne peuvent être imposées dans le fonctionnement actuel des sociétés et à l'échelle planétaire, la croissance poursuivie depuis la révolution industrielle n'a toujours pas permis la couverture des besoins des populations en biens de base. Pendant ce temps les producteurs ont créé des besoins plus élaborés et la demande pour ces biens et services qu'ils proposent pour les satisfaire, aussi l'aventure de la croissance est partie pour être illimitée. Une logique implacable a envahi l'imaginaire social.

Comment pourrait-on ne pas vouloir la croissance ? Castoriadis⁷³ nous donne son idée sur la question : « ce qui est requis est une nouvelle création imaginaire d'une importance sans pareille dans le passé, une création qui mettrait au centre de la vie humaine d'autres significations que l'expansion de la production et de la consommation, qui poserait des objectifs de vie différents pouvant être reconnus pour les êtres humains comme valant la peine. Cela exigerait évidemment une réorganisation des institutions sociales, des rapports de travail, des rapports économiques, politiques, culturels ».

⁷¹ Thorstein Veblen, (1857-1929), en particulier dans son ouvrage *The Theory of the Leisure Class*, 1899.

⁷² John Kenneth Galbraith, 1958, *The Affluent Society*, Boston, Houghton Mifflin Company : "Not the goods but the employment provided by their production was the thing by which we set ultimate store" ou "It can no longer be assumed that welfare is greater at an all-round level of production than at a lower one"^{22*} Fortieth Anniversary Edition, 1998, pp 129- 130.

⁷³ Cornelius Castoriadis, (1922-1997), *La montée de l'insignifiance – Les carrefours du labyrinthe- IV*, Le Seuil, Paris, 1996, p.95.

4- Les inflexions successives dans le discours politique

A- Le développement.

La première inflexion est celle lancée par l'assemblée générale des Nations Unies qui adopte, le 4 décembre 1948⁷⁴, la résolution 198-III prise pour « favoriser le développement économique et relever le niveau de vie des pays insuffisamment développés (première traduction de *under-developed*) » ; la recommandation est reprise immédiatement par le Président Harry Truman le 20 janvier 1949 dans le point IV de son discours inaugural à la nation américaine. Le contexte de ce discours doit être rappelé. Après la fin de la deuxième guerre mondiale, les Etats-Unis ont offert un plan Marshall, mais un rideau de fer s'est abaissé selon Churchill⁷⁵ en Europe « From Stettin in the Baltic to Trieste in the Adriatic an "iron curtain" has descended across the Continent. Behind that line lie all the capitals of the ancient states of Central and Eastern Europe. Warsaw, Berlin, Prague, Vienna, Budapest, Belgrade, Bucharest and Sofia; all these famous cities and the populations around them lie in what I must call the Soviet sphere, and all are subject, in one form or another, not only to Soviet influence but to a very high and in some cases increasing measure of control from Moscow. »

Tout le début⁷⁶ du discours du nouveau président Américain a pour objet de souligner que les buts du peuple Américain de travailler pour un monde de nations et de peuples libres et accédant à une vie décente et satisfaisante, de travailler pour un monde de paix juste fondé sur de vrais accords librement consentis par des égaux, se heurtent à un régime qui à des buts opposés et une conception radicalement différente de la vie. Ce régime qui sacrifie les libertés est fondée sur une philosophie erronée : « That false philosophy is communism ».

Le « développement » est donc un slogan politique qui s'inscrit dans la lutte pour la paix et la liberté contre le communisme et le bloc soviétique. Le point IV souvent cité est le point IV d'un programme⁷⁷ « for peace and freedom [that] will emphasize four major courses of action ».

« Fourth, we must embark on a bold new program for making the benefits of our scientific advances and industrial progress available for the improvement and growth of underdeveloped areas⁷⁸ ». Plus de la moitié de la population mondiale vit dans la misère et il est nécessaire et possible de les mettre en état de produire plus, tout ce dont ils ont besoin⁷⁹: « Greater production is the key to prosperity and peace ».

L'objectif est clairement exprimé : un plus grande production, c'est-à-dire de la croissance pour ces pays qui ne la connaissent pas. L'inflexion, par rapport au terme de croissance, est uniquement une question de vocabulaire : ce qui est appelé développement est ni plus ni moins qu'un autre mot employé pour certains pays, dont la population est nombreuse : plus de la moitié de la planète, où règnent la misère et les maladies. Mais il s'agit d'une prise en main politique de cette question de la croissance dans ces pays dont on ne s'était pas préoccupé jusqu'ici de ce point de vue, pour les aider à rester du côté du monde libre, face à la menace communiste. Cela se passe au même moment où l'on va créer un système international de comptabilité nationale : développement est le terme qui remplace croissance, lequel n'est pas adapté au monde des nouvelles nations indépendantes et pauvres.

50 ans plus tard ce qui était dit à portée de la bonne volonté n'a pas été réalisé et les Nations Unies ont lancé en l'an 2000 les objectifs du millénaire, en se fixant pour l'horizon 2015 des objectifs que les experts imaginaient faisables. En 2007, à mi parcours, le pronostic est négatif et les évolutions même inquiétantes pour l'Afrique⁸⁰. Réduire l'extrême pauvreté et la faim

⁷⁴ Six jours avant d'adopter la déclaration universelle des droits de l'homme.

⁷⁵ Discours du 5 mars 1946 prononcé au Westminster College de Fulton en Illinois.

⁷⁶ The American people desire, and are determined to work for, a world in which all nations and all peoples are free to govern themselves as they see fit, and to achieve a decent and satisfying life. Above all else, our people desire, and are determined to work for, peace on earth—a just and lasting peace—based on genuine agreement freely arrived at by equals.[...] In the pursuit of these aims, the United States and other like-minded nations find themselves directly opposed by a regime with contrary aims and a totally different concept of life.[...] That regime adheres to a false philosophy which purports to offer freedom, security, and greater opportunity to mankind. Misled by that philosophy, many peoples have sacrificed their liberties only to learn to their sorrow that deceit and mockery, poverty and tyranny, are their reward.

⁷⁷ In the coming years, our program for peace and freedom will emphasize four major courses of action. First, we will continue to give unflinching support to the United Nations and related agencies, and we will continue to search for ways to strengthen their authority and increase their effectiveness. We believe that the United Nations will be strengthened by the new nations which are being formed in lands now advancing toward self-government under democratic principles. [...] Second, we will continue our programs for world economic recovery.[...] Third, we will strengthen freedom-loving nations against the dangers of aggression.

⁷⁸ Le discours se poursuit ainsi: « More than half the people of the world are living in conditions approaching misery. Their food is inadequate. They are victims of disease. Their economic life is primitive and stagnant. Their poverty is a handicap and a threat both to them and to more prosperous areas. For the first time in history, humanity possesses the knowledge and skill to relieve suffering of these people.

Our aim should be to help the free peoples of the world, through their own efforts, to produce more food, more clothing, more materials for housing, and more mechanical power to lighten their burdens. Greater production is the key to prosperity and peace. And the key to greater production is a wider and more vigorous application of modern scientific and technical knowledge. Slowly but surely we are weaving a world fabric of international security and growing prosperity. »

⁷⁹ Cette démarche présente un caractère d'offre aux peuples attendus d'un accès aux bienfaits de la civilisation qui peut être rapproché de la déclaration de Léon Blum du 9 juillet 1925 à la chambre des députés : *Nous admettons le droit et même le devoir des races supérieures d'attirer à elles celles qui ne sont pas parvenues au même degré de culture et de les appeler aux progrès réalisés grâce aux efforts de la science et de l'industrie...* (cité par Jacques Tarnier dans *Le Racisme*, Milan, 1995. D'autres éléments ont été repris en mars 2007 par le Président Sarkozy pour justifier la nouvelle politique française d'immigration).

⁸⁰ http://millenniumindicators.un.org/unsd/mifre/mi_goals.asp, Publié par le Département de l'Information des Nations Unies. DPI/2458 (F) — Juin 2007, site consulté en janvier 2008. On peut lire « A mi-chemin entre leur adoption en l'an 2000 et 2015, date butoir de leur réalisation, l'Afrique subsaharienne n'est en voie d'atteindre aucun des Objectifs du Millénaire pour le développement. En dépit d'avancées majeures dans plusieurs domaines et bien que la réalisation de ces objectifs reste possible dans la plupart des nations africaines, même les pays les mieux gouvernés du continent n'ont pas réussi à faire suffisamment de progrès pour réduire l'extrême pauvreté sous ses multiples formes faim et pauvreté. Bien que le pourcentage de personnes vivant avec un dollar par jour ou moins soit passé de 45,9 pour cent à 41,1 pour cent depuis 1999, la réalisation de l'OMD visant à réduire la pauvreté de moitié d'ici 2015 exige que la progression actuelle redouble de

continue d'être un objectif difficile à atteindre et l'évaluation générale des résultats se mesure à l'aune du PIB par tête en dollars : moins de un dollar par jour est le seuil d'extrême pauvreté qui est considéré.

La ligne de partage entre pays développés et pays sous développés est définie par le critère du PIB par tête ou une grandeur assez proche. La Banque mondiale en 2007 utilise le Revenu National Brut en divisant les pays qui ne sont pas à haut revenus en différentes catégories⁸¹ liés à des niveaux de revenus pour arriver à ces pays pauvres avec deux niveaux de pauvreté 1 ou 2 dollars par jour.

Bref l'emploi du terme de développement n'implique aucun éloignement significatif du critère principal de la croissance. Certes le PNUD a sorti depuis 1991 un IDH « indice de développement humain » et des classements de pays différents de ceux de la Banque mondiale ; toutefois cet indice composite comprend pour un tiers le PIB et pour le reste l'espérance de vie et un indice combinant l'accès à l'éducation et l'alphabétisation, qui donne l'idée d'une approche de la situation d'un pays plus large que par le PIB. Son succès d'estime auprès des spécialistes, n'a pas pour le moment concurrencé sérieusement l'indice du PIB comme référence communément admise en matière de développement. Aucun pays de la planète n'affiche pour l'heure un objectif en termes d'IDH, tous les yeux sont rivés sur le taux de croissance du PIB de Londres à Berlin, de Moscou à Pékin, de Tokyo à Rio, de Cuba à Bagdad, d'Islamabad à Tananarive.

Le slogan du développement poursuivi par les pays concernés par le message de Truman a bien été d'obtenir, pour nombre d'entre eux, leur indépendance, puis la recherche de la croissance par des plans de développement et des stratégies d'industrialisation. C'est la revendication principale des pays d'Afrique et d'Asie réunis dans une conférence à Bandoeng en Indonésie en Avril 1955 ; elle sera l'occasion de voir émerger le concept de Tiers Monde qu'avait forgé quelque temps auparavant Alfred Sauvy sur le modèle du Tiers Etat revendiquant un autre régime au moment de la révolution française.

La théorie du développement économique aux Etats-Unis et dans le reste du monde sera marquée par la thèse de Walt Whitman Rostow (1916-2003) selon laquelle tous les pays passent par les mêmes étapes de « développement » et que les pays pauvres sont simplement à un stade primitif avant celui du décollage ou « take-off ». Son ouvrage⁸² qui fut un succès planétaire a été publié en 1960 avec un sous-titre qui porte le même halo politique que le message de Truman « A non-communist manifesto ».

Ce n'est qu'après 1960 que des penseurs et que la littérature vont essayer de donner au slogan du développement une autre signification ou de l'inclure dans une théorie qui ne soit pas de la seule croissance et produire une sorte d'inflexion.

En France on cite très souvent François Perroux, un économiste qui s'est essayé à théoriser le développement et les stratégies de développement. Sa définition, publié dans plusieurs de ses ouvrages et reprise par les tenants d'une inflexion entre croissance et développement a été formulée la première fois en 1960 l'année de la publication de l'ouvrage de Rostow. Elle est remplacée par l'auteur⁸³ lui-même dans son contexte :

« Peu d'années après la seconde guerre mondiale, les terminologies du sous-développement ont fait irruption parmi les spécialistes et dans le public. C'est un signe que les pays relativement puissants et riches ont été contraints de prendre conscience des besoins d'autres pays moins favorisés, de leurs revendications et de leur poids politique, si manifeste depuis la conférence historique de Bandoeng en 1955. La montée dans le monde des faibles et des pauvres est une nouveauté dont nous ne retiendrons qu'un aspect.

L'économiste à qui l'on demande : « Qu'est ce que le développement » doit, à mon sens, répondre : *Le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement son produit réel global.* Les sociétés occidentales elles-mêmes, et leurs parties constituantes, sont, à cet égard, inégales quant aux niveaux atteints et quant aux ressorts du développement. »

Cette citation est claire ; il y a bien distinction entre croissance et développement ; cette distinction subtile, à l'évidence, a comme fonction d'expliquer pourquoi les pays « en retard » - que Perroux⁸⁴ qualifiera de « jeunes nations »- ne sont pas (encore ?) en croissance : leur population n'a toujours pas conduit les « changements mentaux et sociaux » nécessaires. Cette définition tient qu'il faut se développer avant de et afin de pouvoir croître.

Dans les années soixante-dix tout en utilisant cette citation, de nombreux militants de la solidarité internationale et du développement essaieront de décaler le slogan de développement pour en faire quelque chose qui se distingue vraiment de la croissance et non pas pour la permettre ; la croissance n'est pas pour eux pleinement satisfaisante car elle n'a pour objet que la poursuite d'objectifs matérialistes. En fait la pratique de ces idéologues est de donner au slogan de développement un sens un peu plus large que la simple croissance ; mais cette pratique ne sera pas alors pour un usage réservé à une catégorie de pays ne connaissant pas la croissance puisqu'il s'agit de pointer sur quelque chose que la croissance n'incorpore pas. Les sociétés occidentales et leurs parties constituantes –selon le terme employé dans la définition précédente par Perroux- ont des performances « inégales » en niveaux de développement, bref ne peuvent pas vraiment être dites « développées ». Ce faisant, la distinction du monde entre pays développés et pays sous développés par le critère du PIB par tête est remise en question.

La confusion est organisée en France et ailleurs ipso facto.

vitesse. En même temps, en dépit d'un taux élevé de croissance de la population (2,3 pour cent par an) au plan régional, le nombre de personnes extrêmement pauvres s'est stabilisé, avec une croissance marginale de 296 millions en 1999 à 298 millions en 2004. Les progrès en faveur des enfants sont d'une lenteur exaspérante en ce qui concerne l'objectif visant à réduire la faim de moitié, le pourcentage des moins de cinq ans souffrant d'insuffisance pondérale ayant diminué d'à peine plus d'un dixième entre 1990 (33 pour cent) et 2005 (29 pour cent). Passé de 237 millions en 1990 à 348 millions en 2007 ce nombre devrait atteindre 403 millions en 2015. »

⁸¹ <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/DATASTATISTICS/0,,contentMDK:20420458-menuPK:64133156-pagePK:64133150-piPK:64133175-theSitePK:239419,00.html>

⁸² Walt Whitman Rostow, (1960), *The stages of economic growth*.

⁸³ *Leçon inaugurale de l'enseignement donné aux stagiaires du secrétariat d'Etat aux relations avec les Etats de la Communauté (22 novembre 1960), par François Perroux, professeur au Collège de France.*

Leçon publiée sous le titre « Qu'est ce que le développement », *Etudes*, janvier 1961, p 16-33 ; la citation se trouve p.17.

⁸⁴ François Perroux, 1962, *L'économie des jeunes nations*, PUF.

Après la deuxième guerre mondiale la France se dote d'un système de planification souple avec des plans quinquennaux qui depuis 1946 s'appelaient plans de modernisation et d'équipement, pour la croissance. En 1959, sous la supervision du général de Gaulle qui a fait du Plan une ardente obligation, la France organise pour l'Algérie encore colonie française, et « sous-développée- un plan de développement économique et social (Plan de Constantine). Trois ans plus tard le IV^{ème} Plan français prendra une nouvelle dénomination, que ses successeurs garderont, celle de Plan de développement économique et social. Il garde un objectif premier de forte expansion –ou de croissance- mais a aussi celui de « mettre l'abondance progressive qui s'annonce au service d'une « idée moins partielle » de l'homme, en répartissant mieux les fruits de l'expansion au profit des catégories sociales déshéritées et des régions retardées⁸⁵ ».

Le slogan du développement a pour fonction en quelque sorte de souligner une dimension sociale de préoccupation de la manière dont se fait la répartition interindividuelle et spatiale ce qui va au-delà de la préoccupation de la croissance matérielle et de ce fait ce concept ou ce slogan, n'a pas de raison d'être réservé à une catégorie de pays. Mais par voie de conséquence, faute d'élaboration, le terme employé devient flou, une catégorie fourre-tout. Il ne fait pas référence à un critère précis alors même qu'on en revient toujours à ce qui paraît du concret, bien tangible, dont on ne s'éloigne donc pas vraiment : la croissance du PIB par tête.

Gunnar Myrdal, que la littérature anglo-saxonne préfère à François Perroux, est un autre grand responsable de cet habillage d'autant plus imprécis qu'il est censé recouvrir tout : « par développement je veux dire le mouvement ascendant du système social tout entier [qui comprend] à côté de ce qu'on appelle les facteurs économiques, tous les facteurs non économiques⁸⁶ » écrit-il après des années de réflexion et une œuvre immense.

La substitution du slogan « développement » comme pour certains de ceux qui préfèrent son usage le lien trop fort avec la recherche d'une accumulation matérialiste et le caractère dominant des considérations économiques, c'est presque une forme de remise en cause de la « déesse » vénérée, la croissance du PIB. François Perroux lui-même dans certains de ses écrits accredité cette distanciation avec une approche strictement économiste et ouvre vers un sens élargi de développement comme projet d'épanouissement harmonieux dont s'emparent des spécialistes de sciences sociales non économistes : sociologues, politologues, anthropologues. ...Perroux parle d'un développement qui couvre les coûts de l'homme⁸⁷ (ce que ne fait pas la croissance aux prix du marché) et incite à mettre l'économie au service de la vie ce que reprendront certains de ses disciples comme Henri Bartoli⁸⁸. On parle aussi de développement humain et l'UNESCO croit pouvoir affirmer en 1970⁸⁹ que la notion de développement a largement dépassé la conception économique, qu'elle s'est déplacée vers une conception sociale et que la voilà maintenant prête à prendre une signification culturelle.

La réalité comme il a été souligné avec les objectifs du millénaire, c'est que la question essentielle reste **la croissance de la quantité des biens et services qui sont mis à disposition des populations en particulier des plus démunies.**

Ce slogan lancé il y a soixante ans est en fait né en même temps que celui de la croissance ; il est énoncé par les plus riches ou par les gouvernants avec pour objet principal de faire adhérer au projet général de croissance, ceux qui sont en retard d'accès à des biens nécessaires pour couvrir leurs besoins de base, et/ ou en arrière de l'accès à ces biens et services moins nécessaires mais qui semblent faire la jouissance des plus riches et en leur faisant espérer qu'ils vont finir par y accéder. Cela fait donc partie de la constitution de l'imaginaire social invoqué au point précédent.

Il a été créé pour éviter que les populations qui n'avaient pas profité de l'enrichissement et de la croissance passée se tournent vers le communisme et l'économie soviétique qui paraît en prétendant offrir un partage égal entre tous des richesses tout en assurant la croissance matérielle. L'occident prétendait lui, offrir vraiment la croissance – à tous – et ensuite la promesse du partage, avec son modèle d'économie de marché régulée à la Keynes ou de la planification à la française. L'URSS s'est effondrée en 1991 et il n'y a plus d'alternative dangereuse, on peut libérer le marché de la régulation Keynésienne et relâcher la croissance.

B -Le développement durable

Toutefois dans les années soixante une autre menace, assez différente du communisme s'est fait jour et face à elle, la communauté internationale des Etats va inventer et imposer une nouvelle inflexion avec le slogan du « Développement durable ».

Quelle est la menace qui se substitue à celle du communisme ? C'est **l'écologisme.**

⁸⁵ Pierre Pascallon, (1977), *Synoptique des plans*, Paris, Cahiers français, coll. "La Documentation Française", p. 24-27

⁸⁶ Gunnar Myrdal, 1974, « What is development? », *Journal of Economic Issues*, Dec, pp. 729-736. Myrdal a obtenu le prix « nobel d'économie » cette année 1974, conjointement avec Hayek. Il est clair que ce que j'indique plus bas pour Perroux, qui invite à dépasser l'économisme sans s'y lancer à fond, s'applique aussi à Myrdal.

⁸⁷ François Perroux, 1981, *Pour une philosophie du nouveau développement*, Aubier-Unesco, Paris.

⁸⁸ Henri Bartoli, 1996, *L'économie service de la vie*, PUG, Grenoble, p. 154, lui aussi après des années de réflexion propose la définition suivante de l'économie : « La recherche pleine de la couverture des besoins du statut humain de la vie tels qu'ils s'expriment et croissent dans la communauté historique au gré de la civilisation et de la culture, pour tous, et, prioritairement, pour les plus pauvres, aux moindres coûts humains, écologiques, et instrumentaux en englobant dans cette dernière catégorie les coûts matériels et les coûts financiers ».

⁸⁹ " L'Homme est l'agent et la fin du développement ; il n'est pas l'abstraction unidimensionnelle de l'*homo economicus*, c'est l'être concret de la personne dans la pluralité indéfinie de ses besoins, de ses possibilités et de ses aspirations...Le centre de gravité de la notion de développement s'est ainsi déplacé de l'économique vers le social et nous en sommes arrivés au point où cette évolution débouche sur le culturel. " René Maheu, Directeur général de l'UNESCO, 1970, Conférence intergouvernementale sur les aspects administratifs et financiers des politiques culturelles. Cité d'après consultation en janvier 2008 du site : http://www.unesco.org/culture/development/html_fr/index_fr.shtml

Cette menace n'est pas concrétisée par des expériences alternatives concurrentes à l'ordre établi et par des risques de guerre mondiale, mais elle est cependant bien forte.

Dès le 19^{ème} siècle de nombreux auteurs ont attiré l'attention sur la dégradation de l'environnement par l'homme et en ont fait une étude attentive (par ex 1864, George Marsh, *Man and Nature*) ; la conservation de la Nature commence à faire naître des initiatives⁹⁰ comme la création du parc naturel de Yellowstone aux Etats-Unis en 1875. Ces premiers écolos amusent et se retrouvent dans des Zoos et des parcs sans mettre en péril le fonctionnement des économies et la croissance. Au sortir de la deuxième guerre mondiale, il s'agit encore de conserver, de faire des réserves. L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature est créée à Genève en 1948. On craint aussi la surpopulation des pays en voie de développement, et les écrits mettant le sous-développement au compte de la surpopulation sont nombreux. On incite les Indiens au contrôle des naissances (et aussi les Mexicains, et partout le Planning familial, pas toujours (?) pour « libérer » les femmes), ce sont surtout les naissances de filles qui diminuent et par ailleurs en matière de frein démographique la « réussite » est plutôt celle des Chinois avec leur application drastique d'une politique d'enfant unique et du mariage tardif.

Mais bientôt les dangers de la pollution, les menaces nouvelles de l'emploi généralisé des pesticides puis des engrais chimiques, le risque nucléaire des essais et des centrales, et enfin la crainte d'un épuisement de ressources non renouvelables vont faire monter le poids dans l'imaginaire social d'une nouvelle mouvance idéologique : l'écologisme.

La conservation de la Nature est ce qui passionne Gaylord Nelson (1916-2005) aux Etats-Unis, un sénateur qui réussit à convaincre le Président Kennedy, en 1963, de visiter une dizaine d'Etats américains pour inciter à des mesures de conservation, mais cette tournée reçoit peu d'attention. Il cherche une autre idée⁹¹ pour « médiatiser » et recruter les foules sur ce thème. Il y parvient en 1970 en prenant modèle sur la mobilisation organisée via les universités contre la guerre au Vietnam. Pour préserver la Nature il faut mobiliser le plus grand nombre. A chaque instant, ce n'est pas facile et il faut rafraîchir régulièrement les pensées tournées vers cet objectif car chacun est pris par son quotidien. Il a donc l'idée d'une journée annuelle pour s'en préoccuper, un Jour de la Terre, ce sera le 22 avril. Pour ce jour de 1970, il a écrit un article argumenté qu'il a envoyé à tous les gouverneurs d'Etat, à tous les journaux d'étudiants des universités et au magazine le plus diffusé dans tous les lycées. Il réussit une formidable mobilisation qui fut la plus grande manifestation dans l'histoire des Etats-Unis : plus de 20 millions de personnes, le congrès fit relâche pour permettre aux élus de participer ; à New York la 5^{ème} avenue fut fermée à la circulation et 100 000 personnes assistèrent à un meeting à Central Park. Pour l'ensemble des Etats-Unis plus de dix mille lycées et deux mille universités furent mobilisés.⁹²

Cette mobilisation a été forte et spectaculaire ; elle a été entre autres l'occasion de rappeler non seulement qu'il faut conserver la Nature mais qu'il faut avoir des doutes sur les bienfaits du « progrès ». Quelques années auparavant, en 1962, un ouvrage a fait grand bruit aux Etats-Unis c'est celui de Rachel Carson⁹³, *Silent spring* « Printemps silencieux », le risque de la disparition complète des oiseaux. Le fondement de cet ouvrage est une critique virulente du DDT. Ce produit chimique découvert en 1874 voit ses propriétés insecticides mises en évidence en 1939 par Paul Hermann Muller, médecin Suisse qui obtiendra pour cela le prix nobel en 1948. Le produit est abondamment utilisé par les Américains pendant la deuxième guerre mondiale contre les moustiques (et la malaria) en Asie et contre les poux (et le typhus) en Europe. Ce premier insecticide mondial va être diffusé pour un large usage dans le public après la guerre. Dès les années cinquante de nombreux observateurs aux Etats-Unis, dont Rachel Carson, soulignent la diminution du nombre des oiseaux. Rachel Carson est une biologiste confirmée et un auteur célèbre qui est convaincue des capacités d'interaction positive entre toutes les espèces et de la capacité de résilience de la Nature et jusque là sans opposition avec le fonctionnement de l'économie. Elle prépare cependant des articles mettant en cause le DDT et donc pour demander d'en restreindre l'emploi. Elle les propose en 1958 au Reader's Digest qui les refuse ; on peut imaginer qu'ils y voient un danger. Rachel Carson, prend en conséquence le temps de préparer un ouvrage, solidement argumenté comme un véritable plaidoyer de tribunal, avec plus de 50 pages de notes et une liste d'experts ayant approuvé le manuscrit. Le livre fut un succès mais la levée de boucliers des industriels remarquable. Ils l'accusèrent de renvoyer le monde à l'âge de pierre, mettant à nouveau la terre à la merci des insectes et des vermines. Monsanto fit même distribuer des milliers d'exemplaires d'une parodie de l'ouvrage avec un monde non plus sans oiseaux

⁹⁰ En Europe également des sociétés de conservation de la nature se mettent en place dès le 19^{ème} siècle.

⁹¹ "how are we going to get the nation to wake up and pay attention to the most important challenge the human species faces on the planet?"

⁹² American Heritage Magazine décrit le Jour de la Terre comme "one of the most remarkable happenings in the history of democracy" et proclama que "American politics and public policy would never be the same again.". Source (visitée le 28 février 2008) : <http://web.missouri.edu/~webberd/Nelson.html>

⁹³ Son texte fut d'abord publié dans *The New Yorker* en juin 1962 en séries avant de sortir en ouvrage. Rachel Carson (1907-1964) est un personnage extraordinaire. Elle a écrit son premier ouvrage à l'âge de dix ans ; amenée à prendre une option nécessaire à l'université, elle choisit biologie et fit un master degree en génétique à la Johns Hopkins de Baltimore. « She managed to combine her expanding expertise in marine science with her formidable writing talent into a part-time job writing radio scripts for the United States Bureau of Fisheries - becoming the first woman to work for this agency in other than a clerical position. By the mid-1930's, Rachel was publishing in a variety of popular magazines. Her first major article, Undersea, appeared in 1937 in the *Atlantic Monthly*. This led to her first book, *Under the Sea-Wind*, in 1941, followed by a series of path-finding articles on the effects of DDT upon wildlife. In 1949, Rachel Carson was promoted to editor-in-chief for all publications at the Fish and Wildlife Service. She won the George Westinghouse Science Writing Award, which led to a prestigious Guggenheim Fellowship, freeing her to write *The Sea Around Us*. Published in July, 1951, by Oxford University Press, the book hit the *New York Times* best-seller list within two months. By November, it had sold more than 100,000 copies - and after *The Sea Around Us* won the National Book Award in March, 1952, it immediately sold another 100,000 copies, and stayed on the *Times* list for an astonishing 86 weeks." (Source consulté le 28 février 2008 : <http://www.nrdc.org/health/pesticides/hcarson.asp>)

mais un monde de famines et de maladies soumis aux insectes de toute sorte⁹⁴. Le président Kennedy chargea un comité d'expertiser publiquement cette publication dont le bien fondé des argumentations fut reconnu, ce qui déclencha des procédures pour progressivement limiter l'usage du DDT qui n'est pas encore complètement interdit dans le monde.

Les essais nucléaires sont une autre raison, avec les risques des centrales nucléaires qui ont déclenché une vague importante de remises en cause de la manière dont le progrès scientifique et technique modèle l'évolution du monde et de l'humanité. Deux grandes associations de la société civile engagées en faveur de l'environnement sont nées de ce mouvement, Friends of the Earth, (Les amis de la terre) en 1969 (aux Etats-Unis) et GreenPeace en 1971 (au Canada) qui ont depuis des ramifications dans le monde entier et des millions de membres ou sympathisants. Les anti-nucléaires avaient le soutien de quelques personnalités remarquables, comme Bertrand Russell (1872- 1970), mathématicien, philosophe, historien, politiste, prix nobel de littérature en 1950, pacifiste, à l'œuvre immense et qui en particulier écrivit de très nombreux articles et fit de nombreuses déclarations écoutées, dans la fin des années cinquante contre les essais nucléaires.

Le tournant des années soixante-dix est important car on voit alors apparaître les premières préoccupations qui vont avoir un grand écho concernant des risques plus globaux d'épuisement des ressources épuisables et de dégradation générale des conditions de vie de la terre. L'UNESCO lance en 1971 un grand programme MAB, Man and Biosphere. Le club de Rome fondé en 1968 par Aurelio Peccei membre du conseil d'administration de Fiat et d'Alexander King qui a été directeur scientifique de l'OCDE, commande à un groupe de chercheurs du MIT, un rapport scientifique qui est publié en 1972 sous le titre « The Limits to Growth⁹⁵ » et dont la traduction française sera « Halte à la croissance ! ». Les Nations Unies réunissent en 1972 à Stockholm la première conférence internationale sur l'environnement, le premier sommet de la Terre et créent le PNUE, le Programme des Nations Unies pour l'environnement. C'est là que René Dubos⁹⁶, formulera sa maxime « penser global, agir local ». Cette fois la mobilisation de l'opinion publique mondiale et des gouvernements sur le thème de l'environnement est acquise.

Les fondements d'un monde établi sur le dynamisme d'une croissance existante ou espérée sans limites sont ébranlés par la diffusion planétaire de ces thèses énoncées par des scientifiques de renom qui se mobilisent et deviennent prosélytes. Dès la fin des années soixante, l'inquiétude vis-à-vis du futur de la planète atteint les élites internationales ; le secrétaire général de l'ONU, U Thant dans un discours de 1969, ne donne pas 10 ans à la planète pour se retrouver avec une catastrophe environnementale destructrice et met en cause la responsabilité des Etats-Unis. Le New York Times publie cette année-là un éditorial signé Robert Bendiner où il écrit : "Call it conservation, the environment, ecological balance, or what you will, it is a cause more permanent, more far-reaching, than any issue of the era--Vietnam and Black Power included."

Des partis politiques « verts » naissent. Le premier qui est fondé sur ces idées de justice sociale et de démocratie qu'il faut allier, pour le bien-être et en particulier pour la santé de tous, avec une dimension écologique, apparaît en 1972 en Australie ; lancé en Tasmanie il devient national sous le nom de Values Party, le parti des valeurs. Ce sont les écologistes allemands qui créent en 1980, le terme de Grünen, les Verts, lors de leur première participation à une élection nationale⁹⁷. Ces partis se multiplient ici et là et remportent des élections. On voit poindre le danger réactionnaire écologiste d'une détestation de la civilisation et du progrès, d'une condamnation des bases de la société industrielle et la remise en cause de tous les bienfaits qu'elle a apportés au monde sorti de l'ignorance depuis les lumières et la révolution industrielle.

Cette tendance est renforcée par les premières catastrophes écologiques qui vont se poursuivre. C'est la première marée noire importante celle du Torrey Canyon en 1967 (180km de côtes polluées) ; elle sera suivie par d'autres, de type chimique comme la catastrophe de Seveso à la dioxine en Italie en 1976, la fusion nucléaire dans le réacteur de Three Mile Island aux Etats-Unis en 1979, ceci pour citer quelques évènements spectaculaires à résonance mondiale au cours des années soixante-dix⁹⁸.

En de nombreux endroits des manifestations importantes se tiennent, ponctuelles comme celle contre Superphénix en France (en 1977 qui a réuni plusieurs dizaine de milliers de personnes) ou prolongées comme celle pour empêcher des projets (en 1978 contre le projet de centrale de Plogoff en Bretagne) et des actions spectaculaires sont engagées partout dans le monde par des ONG environnementales.

Un processus international de prise en compte du souci environnemental est engagé. En France on crée un ministère de l'écologie en 1971, en Europe après la conférence de Stockholm le conseil européen s'engage et le premier plan d'action européen pour l'environnement est lancé en 1973. Aux Etats-Unis l'EPA (l'agence de la protection environnementale) a été mise en place en 1970 suite à la signature (le 1^{er} janvier) du décret de la loi sur la politique nationale de l'environnement (NEPA) dont les objectifs sont très ambitieux⁹⁹. Il s'agit d'encourager l'harmonie entre l'homme et l'environnement, de

⁹⁴ "If man were to faithfully follow the teachings of Miss Carson," complained an executive of the American Cyanamid Company, "we would return to the Dark Ages, and the insects and diseases and vermin would once again inherit the earth." Monsanto published and distributed 5,000 copies of a brochure parodying *Silent Spring* entitled "The Desolate Year," relating the devastation and inconvenience of a world where famine, disease, and insects ran amuck because chemical pesticides had been banned." Source (visitée le 28 février) : <http://www.nrdc.org/health/pesticides/hcarson.asp>

⁹⁵ Donella H. Meadows, Dennis I. Meadows, Jorgen Randers, William W. Behrens III, *The Limits to Growth*. New York, Universe Books, 1972.

⁹⁶ René Dubos (1901– 1982) a préparé avec Barbara Ward le rapport de base de cette conférence et la création du PNUE.

⁹⁷ En 2001 une réunion en Australie à Canberra a réuni environ 80 partis verts nationaux qui ont signé la charte des verts mondiaux.

⁹⁸ D'autres évènements importants et retentissants vont continuer de se produire et justifier la réaction internationale qui commence à se mettre en place, par exemple, le drame de Bohpal en Inde en 1984, la catastrophe de Tchernobyl en 1986, celle de la Vache Folle en 1996 etc...

⁹⁹ "To declare a national policy which will encourage productive and enjoyable harmony between man and his environment."

"To promote efforts which will prevent or eliminate damage to the environment and biosphere and stimulate the health and welfare of man."

"To enrich our understanding of the ecological systems and natural resources important to the Nation."

prévenir et d'éliminer les dommages portés à l'environnement et à la biosphère et stimuler la santé et le bien être des hommes, d'enrichir notre compréhension des systèmes écologiques et des ressources naturelles importantes pour la Nation.

Ce souci va se renforcer partout, suscité par des événements déjà mentionnés et par de nouvelles observations et mises en garde par des scientifiques : dès 1985 on s'interroge sérieusement sur la diminution de la concentration d'ozone dans l'antarctique, on crée le terme de biodiversité pour s'inquiéter de la diminution des variétés végétales et animales à l'échelle planétaire. Le concept d'empreinte écologique¹⁰⁰ est élaboré en 1992, l'année où le slogan du développement durable va émerger sur la scène internationale alors qu'il n'est encore vraiment question ni de « global warming » réchauffement planétaire, ni de disparition de la banquise et des ours blanc et que les présentations d'un Al Gore¹⁰¹ (ou Nicolas Hulot¹⁰²) n'ont pas encore frappé toutes les imaginations mondiales (ou française).

Le choix de la terminologie pour ce slogan n'est pas hérité d'une théorie universitaire. On pourrait dire que l'université avait proposé le concept d'éco-développement¹⁰³ qui n'a pas été retenu. Dans la suite de la préoccupation de l'ONU pour les questions d'environnement, un rapport avait été demandé à Madame (Bro Harlem) Bruntland qui est sorti en 1987 et portait comme titre « Our common future » notre futur commun. C'est de ce rapport que sortira l'idée d'un développement soutenable, c'est à dire d'une croissance qui ne mette pas en péril la planète et laisse aux générations futures la possibilité de vivre dans des conditions matérielles satisfaisantes et même meilleures que celles d'aujourd'hui. Le titre prometteur pouvait laisser imaginer que le futur s'inscrirait dans une perspective radicalement nouvelle, mais il n'en a rien été, il s'agit d'une nouvelle inflexion de la croissance.

Le slogan de développement a amené une préoccupation du « social » : la croissance c'est du développement économique, il faut la combiner avec du développement social, la réduction des inégalités entre les personnes, entre les régions et entre les pays. Le développement durable ajoute une préoccupation supplémentaire, celle de l' « environnement ». Il faut réduire sa dégradation sauvegarder une planète habitable et le développement économique et social pour les générations futures.

Ce slogan du Développement Durable est très concrètement celui choisi par 178 pays, à Rio en 1992, sous l'égide de l'ONU, pour énoncer des principes fondateurs, des engagements dans une charte qu'ils ont adoptée et qui comporte 27 principes du Développement Durable qui en énoncent donc le contenu. Si on s'en tient à ce texte, ce qu'il exprime est un véritable défi, dont certains éléments se trouvaient déjà inclus dans le slogan du développement mais auxquels le monde n'a pas répondu, ni aux uns ni aux autres. Relisons quelques passages des premiers principes de la déclaration de Rio de 1992 pour prendre la mesure de ce défi :

« 1. Les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable.[...]

3. Le droit au développement doit être réalisé de façon à satisfaire équitablement [...] générations présentes et futures.

5.[...] élimination de la pauvreté [...] réduire les différences de niveaux de vie » .

Ce sont plus que des principes, des vœux, déjà formulés il y a bien longtemps, mais qui n'arrivent pas à se traduire dans les faits concrets et semblent donc relever de l'incantation plus que du défi relevé. Bien de ces principes étaient déjà dans la déclaration universelle des droits de l'homme adoptée en 1948 ; la décennie du développement lancée en 1962 à l'ONU espérait que le droit au développement serait vite réalisé. Pour ce faire l'ONU avait adopté une recommandation de mesure politique : que tous les pays industrialisés consacrent 0,7% de leur PIB à l'aide publique au développement. Plus de quarante ans plus tard on est encore loin du compte, ne serait-ce que sur cette mesure !

A Rio, en 1992, on a joint un programme dit « Action 21 » qui comporte 40 chapitres et environ 2500 propositions « politiques » d'application adoptées par les 178 Etats signataires. Là aussi les avancées dans la mise en application du programme sont extrêmement modestes. On lit dans le chapitre 28 concernant les collectivités locales que : « a) D'ici à 1996, la plupart des collectivités locales de tous les pays devraient mettre en place un mécanisme de consultation de la population et parvenir à un consensus sur un programme Action 21 à l'échelon de la collectivité ». Une infime minorité des collectivités locales dans le monde ont mis en place un Agenda 21 et parmi celles qui l'ont fait, la consultation et la participation de la

¹⁰⁰ Par William Rees, "Ecological Footprints and Appropriated Carrying Capacity: What Urban Economics Leaves Out." Paper presented in Urban Economics/Development Stream, "Globe '92" Conference. Vancouver, BC. 18 March 1992.

¹⁰¹ Candidat malheureux contre Bush à la maison blanche en 2000, militant écologiste il a fait un grand succès dans un film sorti en 2006 An Inconvenient Truth sur le réchauffement climatique ce qui lui a permis d'obtenir le prix nobel de la paix en 2007. Sur le m^eme sujet un rapport très étayé a été publié par un ancien VP de la Banque mondiale, Nicholas Stern en 2006, à la demande du gouvernement britannique dont il est le conseiller : http://www.hm-treasury.gov.uk/independent_reviews/stern_review_economics_climate_change/stern_review_report.cfm

¹⁰² Journaliste et animateur de télé, auteur d'une dizaine d'ouvrages écologiques, il a fait du lobbying intense lors de la dernière campagne à l'élection présidentielle en France pour obtenir que les candidats s'engagent sur les questions de l'environnement et a publié à cet effet *Pour un pacte écologique* en 2006 (Paris, Calmann-Lévy). On peut considérer que son action est à l'origine de la convocation par le Pdt Sarkozy du Grenelle de l'environnement à l'automne de 2007.

¹⁰³ Ignacy Sachs, chercheur d'origine Polonaise, français et Brésilien qui a vécu longtemps en Inde, impliqué dans la conférence de Stockholm et sa préparation a repris ce terme dans quelques ouvrages et qu'il tenait d'une discussion de couloir dans un colloque préparatoire (en Suisse) à cette conférence avec Maurice Strong. Ce dernier est le secrétaire général (de 1970 à 1972) Canadien, de la toute nouvelle Conférence des Nations Unies sur l'environnement qui prépare la réunion de Stockholm, il sera ensuite le premier directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Ignacy Sachs reprend le terme et le fait à nouveau valider dans un colloque qui se tient à Mexico en 1974 et en clôture duquel le Président Mexicain Echeverri reprend dans son allocution qui sera reprise par tous les médias le concept d'éco-développement. Cela n'a pas l'heur de plaire au gouvernement américain et c'en est fini de ce terme qui plaisait à quelques universitaires.(Source consultée le 28 février 2008) : http://urbanisme.univ-paris12.fr/1134767328300/0/fiche___article/&RH=URBA_1Paroles

population sont anecdotiques¹⁰⁴. A l'échelle des Etats, des essais d'avancées dans les questions les plus globales ont été tentées. Ne rappelons pas les objectifs du millénaire pour le développement adoptés en 2000 et inaccessibles, la belle déclaration mondiale du sommet de la terre, à Johannesburg en 2002, et l'inoubliable formule du président français Jacques Chirac : « la maison brûle et nous regardons de l'autre côté ». Enfin et surtout l'effort, en 2005, du protocole de Kyoto pour essayer d'enrayer le processus de réchauffement planétaire. Les Etats-Unis, entre autres, ne l'ont toujours pas ratifié et les résultats sont plus que modestes.

Le slogan du Développement durable a joué son rôle de maintenir dans l'imaginaire social que la croissance est possible et souhaitable, qu'elle est indispensable tant pour réduire les inégalités que pour trouver les solutions techniques aux questions environnementales, des voitures propres, pour la pollution, des biocarburants pour faire face à l'épuisement des ressources, des OGM pour éviter les pénuries alimentaires et les épidémies et les manipulations génétiques pour guérir toutes les maladies. En même temps cela permet de minimiser les présentations alarmistes : le réchauffement planétaire n'est pas si certain, et même s'il existe un peu on trouvera peut-être des moyens techniques de mettre un pare-soleil gigantesque autour de l'atmosphère sous forme de micro-particules, les nano-technologies et les bio-organismes vont résoudre bien des problèmes, etc....

Bref, les applications des principes de Rio du Développement Durable, devraient, au niveau général, subordonner la rationalité économique au plus grand épanouissement-développement des hommes au sein de sociétés qui gèrent harmonieusement la nature. Mais cette subordination évidemment n'a pas lieu. Les discours officiels cependant s'y réfèrent et de nombreuses ONG également tentent de la faire appliquer ici et là. Le monde des affaires, les grandes entreprises privées en viennent aussi à s'engager pour le développement durable. Le Global Compact lancé en 2000 par l'ONU regroupe déjà quelques milliers d'entreprises¹⁰⁵ pour promouvoir ce type d'orientation tandis que fleurissent dans la plupart des pays industriels des systèmes d'implication des entreprises dans une responsabilité sociale et environnementale au travers de labels et de certifications.

Même si chacun peut voir que la dégradation de l'environnement se poursuit, le discours environnementaliste est devenu presque dominant et le slogan du développement durable prend de l'ampleur.

C - La décroissance

Nous voici à la dernière étape de cet examen de quelques slogans qui entendent **qualifier un chemin à suivre par une collectivité** en se référant principalement à **sa relation avec l'évolution générale de la quantité et de la nature des biens et services qui sont mis à disposition de ses membres**. Nous avons cherché à décrypter comment ils sont apparus et quel impact ils ont eu, et ont encore sur l'évolution du monde.

L'organisation des activités à l'échelle planétaire reste aujourd'hui favorable à la croissance globale et s'efforce de l'être le plus possible, tandis que le slogan du développement pousse à atténuer les inégalités tant celles entre les économies nationales que celles entre les régions et les individus. Le slogan du développement durable incite en sus à réduire les effets négatifs sur l'environnement et à organiser une croissance moins gourmande en ressources naturelles, en énergie. Ces slogans sont mobilisateurs et rencontrent l'approbation de fait des foules ; seuls quelques groupes minoritaires, quelques penseurs, surtout dans les pays industrialisés riches, les trouvent insuffisants et s'en éloignent.

Pourquoi si peu de monde à s'écarter de ces slogans alors que la prise de conscience que sous leur empire la situation du monde se détériore est si répandue? « Nous savons tous désormais que nous allons droit dans le mur. Reste à déterminer à quelle vitesse nous nous y précipitons et quand se produira le grand clash »¹⁰⁶, écrit Serge Latouche. Et il nous rappelle le mot de Jacques Chirac que nous avons déjà cité et qui se demandait publiquement lors de la conférence mondiale de Johannesburg en 2002, pourquoi nous préférons regarder ailleurs alors que notre maison, la Planète Terre est en feu. Le livre de Serge Latouche tente de convaincre ses lecteurs que « si un changement radical est une nécessité absolue, le choix volontaire d'une société de décroissance est un pari qui vaut la peine d'être tenté pour éviter un recul brutal et dramatique » (op.cit ; p.15).

Si une mobilisation comparable à celle réussie par Gaylord Nelson en 1970 aux Etats-Unis était possible on pourrait imaginer qu'une vingtaine d'années plus tard le slogan commence à percer dans les gouvernements et dans l'opinion publique internationale et que le monde réel change sous cet impact. Cela n'est manifestement pas le cas. Les appuis à ce slogan sont très loin d'être suffisants pour nourrir un tel espoir. Les tenants du slogan de la décroissance peuvent certes revendiquer des idées proches exprimées dans le passé par penseurs reconnus ; on a déjà cité Nicholas Georgescu-Roegen et Ivan Illich,

¹⁰⁴ La France n'est pas particulièrement en avance sur ce point comme sur d'autres en matière de protection de l'environnement : une stratégie (nationale) de développement durable a été adoptée en 2001, elle favorise les agendas 21 locaux avec un objectif de 500 pour 2008 (on en est fin 2007, 15 ans après Rio, à 279 agendas 21 locaux, pour quelques milliers de collectivités), et puis, récemment, de nombreux projets ont été ouverts avec le Grenelle de l'environnement (2007).

¹⁰⁵ Lancé en 2000, ce pacte repose sur engagement volontaire des entreprises de mettre leurs opérations et leurs stratégies en ligne avec dix principes universels dans les domaines des droits de l'homme, du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption. En 2006 Plus de 3000 entreprises dans 116 pays mais surtout au ¾ en Europe et en Alet la France est en tête avec plus de 10% du total .UN Global Compact annual Review, 2007.

¹⁰⁶ Serge Latouche, (2006) *Le Pari de la décroissance*, Fayard, Paris, p.10. Il cite également Michel Serres (*Le Contrat Naturel*, Paris, 1992, p.56) qui compare l'écologie réformiste « à la figure d'un vaisseau courant à 25 noeuds vers une barre rocheuse où inmanquablement il se fracassera et sur la passerelle duquel l'officier de quart recommande de réduire la vitesse d'un dixième sans changer de direction », p. 14.

François Partant, Cornelius Castoriadis, André Gorz, mais ils n'ont pas de soutiens politiques, ni gouvernementaux, ni de partis.

L'un des rares soutiens de type gouvernemental, après la conférence de Stockholm, a été celui du Vice Président de la commission européenne, Sicco Mansholt qui a demandé au Président de la commission de réfléchir à un scénario de croissance négative. Lui-même, devenu Président de cette commission, s'y est attaché. « Est-il possible de maintenir le taux de croissance sans modifier profondément la société ? En étudiant lucidement le problème on voit que la réponse est non. Alors il ne s'agit même plus de croissance zéro, mais d'une croissance en dessous de zéro. Disons le carrément : il faut réduire notre croissance économique pour y substituer la notion d'une autre culture, du bonheur, du bien-être¹⁰⁷ ». Toutefois, depuis lors, rien de plus, la commission en est resté au développement durable. Aucun organisme n'a fait les simulations nécessaires pour voir ce que cela donnerait, d'un point de vue macroéconomique, des taux de croissance négatifs, sur les autres variables et sur les mesures de politiques publiques à prendre. Tout d'abord, comment concrètement fait-on pour avoir un taux négatif : faut-il fermer des usines ? d'autorité ? Réduire les salaires ? Pas évident de trouver et de choisir « démocratiquement » ce qui est le plus pertinent pour l'objectif qui sera choisi. Ensuite. Quels sont les taux d'intérêt appropriés, comment réduire la masse monétaire, quelle régulation du crédit, de la bourse ? Quelle gestion des services publics, quel budget de l'Etat, quels taux d'imposition et de protection sociale, quels aménagements en termes d'emploi, quelle politique de taux de change ? etc. Pour le mode de fonctionnement du monde actuel, un taux de croissance négatif, c'est une crise et les mesures, auxquelles les décideurs et les acteurs sont habitués, sont des mesures de relance pour inverser la tendance : il faut réfléchir à définir des mesures au contraire d'accompagnement et de prolongement de la tendance. Pour que le slogan ait quelques soutiens du côté de gouvernants responsables, il faut leur préparer, comme l'a demandé Sicco Mansholt, des scénarios bien documentés. Car comme il l'indique, c'est une opération qui va modifier profondément la société et il est de la responsabilité des gouvernants de porter grande attention aux conséquences de leurs décisions et d'organiser toutes les mesures d'accompagnement nécessaires. Quelle que soit l'opinion que l'on peut avoir sur ce slogan, il serait urgent de préparer de tels scénarios.

Les slogans précédents ont été et sont portés politiquement pour qu'ils puissent façonner le chemin général suivi par la société. Il est donc bien nécessaire pour qu'il existe que le slogan de la décroissance soit soutenu politiquement, si ce n'est par les gouvernements en place, au moins par des partis qui cherchent à gagner des élections pour les remplacer ou pouvoir influencer leurs orientations. Qu'en est-il ?

Si quelques membres des partis verts entonnent ce slogan, il n'est pas repris de manière générale par ces partis qui ont une approche « d'écologie réformatrice » selon la formulation de ceux qui font le pari auquel invite Serge Latouche. Les partis de gauche offrent également peu de troupes pour ce slogan, sous l'argument usuel selon lequel il n'est pas possible de réduire les inégalités sans croissance. André Gorz tempêtait contre « tous ceux qui, à gauche, refusent d'aborder sous cet angle la question d'une équité sans croissance [...] Ils démontrent que le socialisme, pour eux, n'est que la continuation par d'autres moyens de rapports sociaux et de la civilisation capitalistes, du mode de vie et du modèle de consommation bourgeois¹⁰⁸ ». Les altermondialistes, même anti-capitalistes, ne suivent pas non plus ; ils considèrent que la croissance est absolument indispensable pour les 2/3 de la population de la planète et le slogan de la décroissance n'est donc pas repris dans les Forum Sociaux Mondiaux. Il reste quelques extrémistes y inclus de la nouvelle droite comme Alain de Benoist¹⁰⁹ qui puissent entonner le slogan de la décroissance.

Mais pourquoi sont-ils si peu nombreux ceux qui entonnent ce slogan, alors qu'aujourd'hui plus encore qu'en 2002 quand Chirac faisait cette déclaration que nous avons rappelé, la situation de la Terre s'est dégradée. Depuis cette date, les manifestations de la raréfaction des ressources se font plus pressantes ne serait-ce que le prix du pétrole qui franchit les 100 \$ à la fin février et la banquise qui se réduit comme l'a montré la dérive accélérée du bateau français Tara¹¹⁰. Le réchauffement climatique et les émissions excessives de carbone, ainsi que l'épuisement des ressources énergétiques¹¹¹ sont des réalités tout comme celle de la réduction de la bio-diversité qui paraissent avérées à une multitude. Pour les « décroissants » cette prise de conscience fait la nécessité d'un pari, *L'utopie ou la mort*, comme l'indiquait le titre de l'ouvrage de René Dumont en 1973. Alors pourquoi ne sont-ils pas plus suivis ?

¹⁰⁷ « Le chemin du bonheur » entretien de Josette Alia avec Sicco Mansholt, Le Nouvel Observateur, 12-18 juin 1972, pp. 71-88, cité d'après Latouche (op.cit., p. 22)

¹⁰⁸ André Gorz, *Écologie et liberté*, Galilée, Paris, 1977, cit d'après Serge Latouche, *Petit traité de la décroissance sereine*, Editions Mille et une Nuits, Paris, 2007, p. 105.

¹⁰⁹ Alain de Benoist, *Demain la décroissance – penser l'écologie jusqu'au bout*, Edite, 2007. La position de cet auteur de la Nouvelle Droite semble être devenue celle d'un localiste identitaire, communautarien, écologiste jusqu'au-boutiste, opposé à l'immigration et à l'émancipation des femmes, mais semble-t-il tolérant pour que dans tous les coins de la planète chacun fasse de même, et acceptant quelques regroupements « nationaux » et « régionaux » (?).

¹¹⁰ Bateau français mais programme européen Damocles, sur le site de l'expédition, à la suite de la dérive accélérée, le coordinateur de ce programme scientifique de l'Union Européenne, Jean-Claude Gascard, publiait un article : « La banquise d'été pourrait avoir disparu en 2020 » (consulté le 1^{er} mars 2008 sur <http://www.taraexpeditions.org/fr/>)

¹¹¹ Sur ce point on invoque en général de le Peak Oil, modèle formulé en 1956 par Marion King Hubbert pour les Etats-Unis, prévoyant une production croissante de pétrole jusqu'à un pic, puis un déclin rapide. L'extension du raisonnement au niveau planétaire n'est pas évidente, mais la stabilisation depuis mi-2008 à une production de 82 millions de barils et le franchissement des prix à 100 dollarsUS le baril accrédite l'idée. Yves Mathieu de l'Institut Français du Pétrole croit plutôt à un plateau de stabilité aux alentours de 90 millions de barils entre 2010 et 2028 avant la décroissance mais avec encore 50 millions de production en 2050. (*La Recherche*, n°417, Mars 2008, p.14). Le pic gazier serait atteint vers 2025, à la fin du 21^{ème} siècle la source principale d'électricité pourrait être le photovoltaïque selon des experts réunis par ce n°spécial de *La Recherche* de mars 2008.

D'abord sont-ils un peu suivis ? Hormis les quelques milliers d'intellectuels peut-être, qui et combien de personnes suivent le slogan de la décroissance parmi les populations actives et productives de biens et services (autres que d'articles et d'ouvrages sur la société) ? Ils sont peut-être quelques millions, de suiveurs au moins potentiels. Tous ceux qui pratiquent plus ou moins la simplicité volontaire¹¹², c'est-à-dire qui ne pratiquent pas la course à travailler plus et à consommer plus et même réduisent volontairement leur niveau de vie et leur quantité de travail. Notons bien que cela concerne à coup sûr plutôt des personnes qui ont un emploi et dont le niveau de vie peut être réduit, c'est-à-dire des personnes qui ne sont pas dans le « besoin ». Combien sont-ils ? « On trouverait déjà 12 millions de tels décroissants à travers l'Europe » nous dit Serge Latouche¹¹³, et « 2% des actifs interrogés aux Etats-Unis [en 1995] auraient réduit volontairement leur niveau de vie et leurs horaires de travail ». Je suis allé interroger le moteur de recherche Google sur « Downshifting », j'ai reçu 433 000 références, sur « Voluntary Simplicity » 311 000 et sur « Compassionate Living » 284 000¹¹⁴. Ceci confirme le niveau de notoriété mesuré avec décroissance (380 000) ou Degrowth (6700 et pour l'essentiel des emplois par traduction d'origine française).

Sous la bannière du slogan de la décroissance, il n'y a pas grand monde, pourtant ils se font entendre et des spectateurs les regardent mais hésitent à les rejoindre. Pourquoi ?

Tout d'abord un grand nombre de nos concitoyens sont attachés à métro-boulot-dodo parce qu'il leur manque encore plein de choses pour la vie quotidienne et pour le lendemain et pour les vacances et pour les enfants etc..et qu'ils travaillent dur pour l'obtenir. D'autres parce qu'ils sont au chômage et qu'ils ont déjà réduit leur consommation à leur corps défendant et qu'ils espèrent bien s'en sortir à acheter peu à peu tout ce dont ils se privent aujourd'hui. Pour ne parler que des citoyens moyens du pays riche type. Pas des plus pauvres qui dorment dans une voiture ou ailleurs ni des 1% les plus riches. Et, qu'en est-il de ceux qui ont fait des études et à qui la vie a souri et qui pourraient encore avoir plus que le nécessaire en travaillant à mi-temps ?

Pour expliquer la réticence de ceux-là, il y a deux raisons qui s'articulent de manière paradoxale, c'est que nous ne sommes en général pas vraiment rationnels et en même temps nous n'aimons pas tellement prendre des risques.

Si des personnes rationnelles observent les raisonnements qui montrent l'évolution dramatique de la planète liée à la poursuite de la croissance indéfinie, elles devraient normalement, regardant la maison qui brûle, au minimum appeler rapidement les pompiers et donc entonner le slogan de la décroissance. Pourquoi continuer à consommer comme avant ou presque alors que cela conduit à la catastrophe ? Cela me rappelle la parabole du scorpion et de la grenouille¹¹⁵ : s'il est rationnel le scorpion ne piquera pas la grenouille qui le transporte de l'autre côté de la rivière ce qui les ferait couler tous les deux. La grenouille accepte donc de l'emmener, mais le scorpion la pique et ils coulent tous les deux. Dans la parabole, le scorpion dit c'est ma nature, de piquer...L'addiction « naturelle » à la consommation est telle qu'elle empêche la rationalité. Le schéma utilitariste suppose que les individus sont rationnels, ils sont souvent routiniers. Qui plus est, ils sont moutonniers. Voire encore déterminés. Pour Castoriadis, « la société ne peut faire autrement, en premier lieu que de produire des individus sociaux qui lui sont conformes et qui la produisent à leur tour¹¹⁶ ». Une société sous le slogan de la croissance produit des individus conformes qui ne peuvent la remettre en cause, c'est leur nature.

Par ailleurs, pour ceux qui échapperaient au formatage et à la propagande publicitaire, dire non au slogan de la croissance et à la croissance, signifie s'embarquer sur un chemin peu balisé, inconnu, plein de risques, un pari hasardeux. Admettons que le grand soir de la catastrophe écologique soit supposé vraisemblable et incite à stopper des choses au demeurant bien agréables pour le moment et encore pour quelques années. Mais si l'on s'embarque vers la décroissance, on ne se trouve pas, loin s'en faut, dans la situation du prolétaire qui n'avait rien à perdre en rompant avec le capitalisme. Il croyait au grand soir prophétisé par Marx et pouvait en outre rêver de lendemains qui chantent, puis de l'eldorado de l'expérience communiste soviétique, restée longtemps globalement positive. La promesse de la rupture avec le capitalisme, n'était pas l'anti-capitalisme, c'était quelque chose d'autre, qui enthousiasmait, le communisme.

Là s'inscrit le fait que le slogan « décroissance » n'offre pas d'indications sur les contours du futur en termes de changement de société.

La manière de dire « décroissance » signifie de façon immédiate que l'on stoppe le train ou le navire pour qu'il ne s'écrase pas contre le mur, qu'il ne se brise pas sur les récifs, mais après ? L'image se poursuit : on fait arrière toute, puisqu'il s'agit de décroissance. C'est donc vers l'abondance de l'âge de pierre qui ne fait pas rêver le plus grand nombre que l'on semble se diriger. On reste dans une rupture qui est de l'ordre de l'inflexion inverse mais comme le rappelle par ailleurs Alain Caillé¹¹⁷

¹¹² Ils se réclament aux Etats-Unis de Henri Thoreau auteur de *Walden*, en 1864 ou un peu partout, des préceptes de Gandhi. L'un des auteurs de référence, militant et conférencier prolifique aux Etats-Unis est Duane Elgin, qui a publié en 1981 *VOLUNTARY SIMPLICITY: Toward A Way Of Life That Is Outwardly Simple, Inwardly Rich*, Quill / William Morrow & Co, réédité et de nombreux autres ouvrages.

¹¹³ Pour l'Europe il cite Libération du 27 juin 2005 et pour les Etats-Unis, un ouvrage Polly Ghazy et Judy Jones, *Downshifting. Aguide to Happier Simpler Living*, Hodder and Stoughton ; Londres, 2004, dans Latouche, Le pari de la décroissance, p.101.

¹¹⁴ Sur le même moteur le terme « Community Supporting Agriculture » appelle 4,29 millions de références, il s'agit du système Américain équivalent des AMAP en France; mais le nombre de fermes pratiquant cette agriculture avec des consommateurs qui s'engagent à l'avance pour leurs achats n'est que d'un millier (source 2006, National Sustainable Agriculture Information Service, disponible pour téléchargement sur le site encore le 1^{er} mars 2008 <http://attra.ncat.org/attra-pub/csa.html>)

¹¹⁵ C'est une histoire qui est racontée des centaines de milliers de fois et de différentes manières, mais qui n'est pas une fable d'Esope ou autre, la citation la plus ancienne est dans le film de 1955, d'Orson Wells, Dossier Secret (Confidential Report) tiré de son roman Mr Arkadin.

¹¹⁶ Castoriadis, op.cit., p. 223.

¹¹⁷ en citant encore Castoriadis

si B peut provenir de A, entre B et A c'est seulement une question de différence. Ici en quelque sorte, B c'est A mis à l'envers. La décroissance c'est de la croissance à l'envers. Ce n'est pas quelque chose d'autre.

La croissance est un sous produit du fonctionnement de la société. La décroissance n'a de sens que dans la ligne de la croissance. Ce que souhaitent un certain nombre de ceux qui portent ce slogan, c'est une autre ligne, un autre chemin, un autre fonctionnement de la société, des rapports humains différents, avec un imaginaire social différent, et pas simplement de l'inversion de la croissance ou du sauve-qui-peut organisé par des Re-ceci, des Re-cela¹¹⁸. Pour qu'ils puissent mobiliser le plus grand nombre, il faut que ces nouveaux prophètes trouvent un slogan qui ait un autre sens à donner à notre vie, qui nous donne l'espoir d'un progrès, dans un monde à nouveau enchanteur, qui vaille le coup d'être vécu.

Cette transformation nécessaire de la société pour sauver l'humanité est beaucoup plus importante que la focalisation sur la décroissance pour une autre raison: cette décroissance réelle a déjà commencée dans différents compartiments comme je l'ai montré plus haut. En revanche il faut augmenter en de nombreux lieux par des méthodes adaptées la productivité, comme celle des terres ainsi que le fait par exemple Pierre Rabhi¹¹⁹ qui lutte contre la désertification en Afrique Sahélienne.

Pour le moins la petite troupe de ceux qui entonnent le slogan de la décroissance suivent les injonctions de Castoriadis : « Combien de temps cette humanité restera obsédée par ces inanités et ces illusions que l'on appelle les marchandises ? Est-ce qu'une catastrophe quelconque – écologique par exemple- amènerait un réveil brutal, ou bien plutôt des régimes autoritaires ou totalitaires ? Personne ne peut répondre à ce type de questions. Ce que l'on peut dire, c'est que tous ceux qui ont conscience du caractère terriblement lourd des enjeux, doivent essayer de parler, de critiquer cette course vers l'abîme, d'éveiller la conscience de leurs concitoyens¹²⁰ ».

¹¹⁸ Serge Latouche s'efforce de définir les modalités pour « organiser une société de 'décroissance' sereine et conviviale au Nord et au Sud » (*Le pari de la décroissance*, op.cit.), en Ré- formant la société de croissance ce qui dans la formulation donne l'impression qu'il est possible de « bricoler » des manières de s'échapper ou de résister pour réduire, redistribuer, relocaliser, restructurer, recycler, réutiliser. Mais tout cela est plus ou moins simple et ne concerne que la « décroissance » ; tout cela est plus ou moins simple et pourrait être autre chose que l'organisation du sauve-qui-peut individuel (sans effet global en définitive tant que le système d'ensemble n'est pas modifié) sous réserve qu'un processus de mise sur une autre orbite soit enclenché. C'est-à-dire encore qu'on soit en route vers un Autre chemin. Mais pour cela, comme l'écrit Serge Latouche « Une révolution culturelle au vrai sens du terme est donc requis » (Ibid., p.159). Tant qu'elle n'est pas en route le reste n'a pas d'effet significatif.

¹¹⁹ Voir par ex l'ouvrage collectif, Pierre Rabhi et alii *Manifeste pour des Oasis en tous lieux*, 1997

¹²⁰ Ibid., p. 96.